

*l'Anti*capitaliste

n°508 | 6 février 2020 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

MÊME SI MACRON NE LE VEUT PAS



Dossier

«DEAL DU SIÈCLE»:

Trump entérine l'apartheid,
Israël applaudit **Pages 6 et 7**

ÉDITO

«Les profits valent
plus que vos vies»
Page 2

PREMIER PLAN

Ford Blanquefort: et voilà
la scandaleuse autorisation
administrative **Page 3**



ACTU INTERNATIONALE

Turquie: un nouvel épisode
de la lutte des métallos
Page 5

LIBRE EXPRESSION

Entretien avec Thomas, pompier
professionnel et responsable syndical
CGT en Isère **Page 12**



Par JULIEN SALINGUE

« Les profits valent plus que vos vies »

Il y a des prises de position et des décisions qui en disent long sur la vision que l'on se fait du monde. C'est ce que l'on ne peut manquer de se dire lorsque les députés LREM repoussent la proposition d'allonger de cinq à douze jours le congé de deuil pour les parents confrontés à la mort d'un enfant, ou lorsque le ministère de l'Éducation prélève une journée de paie pour les enseignantEs qui s'étaient mis en grève le jour des obsèques de leur collègue Christine Renon.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est l'absence totale d'humanité, d'empathie, de compassion, qui saute aux yeux. L'expression, simple et nue, de ce que sont, au fond, les valeurs du « nouveau monde » de Macron, résumées par la formule de la députée Sereine Mauborgne lors de la discussion sur le congé de deuil : « Quand on s'achète de la générosité à bon prix sur le dos des entreprises, c'est quand même un peu facile ».

Et les rétropédalages pathétiques du gouvernement et de la majorité ne changent rien à l'affaire. Les explications embrouillées, les mensonges éhontés, les promesses de réparer une « erreur » ne font pas illusion : c'est en leur âme et conscience que l'exécutif et les députés LREM ont fait le choix de rejeter l'allongement du congé de deuil, une décision parfaitement raccord avec leur philosophie : « Les profits valent plus que vos vies ».

N'en déplaisent à ceux qui tentent à tout prix de trouver des excuses à la Macronie, c'est bel et bien une vision du monde qui s'exprime dans de telles décisions. Un monde dans lequel la déshumanisation du monde du travail et le mépris pour la vie sont la règle absolue, motivée par des logiques comptables et par le principe supérieur selon lequel le capital est roi et que rien ne doit entraver sa marche triomphante.

Les contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage, la destruction des services publics, les attaques contre tous les droits sociaux, participent de la même logique, tout comme la poursuite de politiques climaticides qui mettent en danger la survie de l'humanité elle-même. Celles et ceux qui se mobilisent en dénonçant « Macron et son monde » n'ont jamais eu autant raison : contre le capitalisme et ses hommes de main, c'est une lutte à mort qui est engagée.

BIEN DIT

Ce ne sont pas des « bavures » ni des « dérapages », mais des pratiques régulières autorisées par un État qui assume de pouvoir blesser grièvement, mutiler ou tuer un homme pour un contrôle d'identité.

Appel collectif « LAISSEZ-NOUS RESPIRER ! », l'Humanité, 31 janvier 2020.

À la Une

Même si Macron ne le veut pas, On est TOUJOURS là !

Deux mois après le début de la mobilisation contre la « réforme » de la retraite à points, la mobilisation est toujours d'actualité et se développe sous différentes formes au grand dam du gouvernement.

La grève reconductible à la SNCF et à la RATP est certes terminée, mais n'a pas sonné la fin de la contestation contre la contre-réforme. Bien au contraire. Pas un jour ne se passe sans que des secteurs d'activités ne se fassent entendre par des actions inédites. La grève est bien là, que ce soit celle des pompierEs qui ont manifesté le 28 janvier dernier ; celle des éboueurEs et des agentEs chargés du traitement des déchets de l'Île-de-France ou de Marseille, qui sont en grève depuis plus d'une semaine ; celle des salariéEs de l'énergie qui multiplient les coupures de courant et baisses de production ; celle des personnels hospitaliers et des médecins qui démissionnent à tour de bras depuis quelques semaines et qui appellent à une journée de grève nationale le 14 février prochain. Mais aussi et encore les professions libérales qui ont manifesté massivement le 3 février ; les agentEs et salariéEs de la Culture ou encore les enseignantEs, mais aussi les facs et les labos en lutte qui se sont réunis à plus de 700 le week-end des 1^{er} et 2 février. Sans oublier les lycéenEs, qui sont de plus en plus nombreux à bloquer leurs lycées contre le nouveau bac Blanc et les fameuses épreuves E3C. Et le gouvernement est en train de comprendre qu'il ne suffit pas d'aller sur les plateaux télé et de siffler la fin de la grève pour que celle-ci se termine.

Tout le monde déteste Macron et son monde

Cette exceptionnelle mobilisation démontre l'ampleur du rejet de cette réforme dans l'ensemble du monde du travail et de la détestation de plus en plus importante envers ce



gouvernement. Comment en serait-il autrement quand Pénicaud et les députés LREM ont combattu une proposition de loi proposant de prolonger de cinq à douze jours de congés pour les parents venant de perdre un enfant ? Il aura fallu l'intervention du Medef pour assister à un rétropédalage... Comment en serait-il autrement quand Blanquer a fait prélever un jour de grève aux enseignantEs qui sont allés à l'enterrement de Christine Renon, cette directrice d'école de Pantin qui s'était suicidée en septembre dernier ? Comment en serait-il autrement quand ce gouvernement met en garde à vue plusieurs dizaines d'heures des mineurs ayant bloqué leur lycée ? Comment en serait-il autrement quand ce gouvernement éborgne, mutile celles et ceux qui s'opposent à sa politique d'injustice et de régression sociale ? Comment en serait-il autrement quand Michelin licencier demande aux

salariéEs licenciés de rembourser leurs pneus ou quand la SNCF verse des primes aux non-grévistes et que la RATP sanctionne des grévistes ?

Un gouvernement très fragilisé

Bien que ce gouvernement semble rester droit dans ses bottes, une chose est certaine : il est très fragilisé. Après que le Conseil d'État a émis de sérieuses réserves sur le projet de réforme des retraites, il vient de suspendre en référé la circulaire Castaner sur les prochaines élections municipales. Mais ce n'est pas tout. Après les nombreuses perturbations pendant les vœux des députés et ministres LREM, c'est désormais le tour des candidatEs aux municipales. Édouard Philippe lui-même a dû se confronter, au Havre, à un comité d'accueil de grévistes. Sans oublier qu'à quelques jours du début du débat parlementaire sur

le projet de réforme, à l'intérieur de la majorité présidentielle elle-même, les divisions s'accroissent. Avec l'annonce, le 28 janvier, du départ de la députée des Français d'Amérique latine Paula Forteza, ce sont désormais près d'une vingtaine de parlementaires qui ont quitté le mouvement et/ou le groupe parlementaire LREM. Côté municipales, le cas Villani, à Paris, n'est pas isolé : dans les 50 premières villes de France, LREM est confrontée à au moins 17 cas de dissidence, soit dans plus d'un tiers des municipalités. Sans oublier les 22000 amendements, la motion de censure et les critiques de la droite sur les conditions d'examen du projet de loi. Des signes supplémentaires de faiblesse, et un encouragement à continuer et à amplifier la lutte.

Un nouveau souffle... pour gagner

La reprise du travail dans les secteurs en reconductible, l'épuisement du calendrier proposé par l'intersyndicale nationale dû à la répétition des journées nationales de mobilisation, l'ouverture du débat parlementaire et le début du tunnel des vacances scolaires, tout cela impose de rouvrir largement les discussions sur la stratégie pour construire la mobilisation. S'il faut continuer à défendre la nécessité de la grève, à travailler à son enracinement et son extension, les conditions de son développement sont un peu modifiées à court terme par tous ces facteurs. Le mouvement a besoin de trouver un nouveau souffle, de marquer les esprits, de permettre aux grévistes de gagner de la confiance. Et pourquoi pas une manifestation nationale pour relancer la locomotive ?

Joséphine Simphon

IRAN, IRAK

Les manifestations populaires se poursuivent

En représailles à l'assassinat de Qassem Soleimani, l'Iran a lancé des missiles balistiques sur des bases US en Irak, faisant des victimes irakiennes et non étatsuniennes. Cependant, les efforts du régime iranien et de ses alliés en Irak et au Liban pour tenter de faire dérailler ou mettre fin aux manifestations n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs pour l'instant.

En Iran, de nouvelles mobilisations massives

En Iran, de nouvelles manifestations de grande ampleur sont survenues après la reconnaissance par le gouvernement iranien de sa responsabilité, qu'il a dans un premier temps démentie, dans le crash d'un avion ukrainien au-dessus de Téhéran. Un missile iranien a abattu par erreur l'avion civil, quelques heures après les attaques de missiles iraniens contre des bases américaines en Irak. La

grande majorité des 176 passagerEs de l'avion ukrainien étaient des IranienEs ayant la double nationalité, qui rendaient visite à leur famille pendant les vacances d'hiver et retournaient au Canada ou en Grande-Bretagne. Les manifestantEs à Téhéran, et dans de nombreuses villes du pays, ont exprimé leur solidarité avec les familles en deuil des passagerEs et de l'équipage, et ont également lancé des slogans hostiles contre les dirigeants de la République islamique

d'Irak et du Corps des Gardiens de la révolution (Pasdaran), y compris le Guide Suprême Ali Khamenei, aux cris de « Mort au dictateur ». Les portraits de Soleimani ont également été déchirés, brisés et enlevés par les manifestantEs, tandis que la demande de la chute de Khamenei et du régime retentissait dans les rues. La répression a été violente, avec l'arrestation de plus d'une trentaine de personnes et des vidéos sur les réseaux sociaux montrant la police

réprimant des manifestantEs avec des matraques et des coups de feu, faisant de nombreux blessés.

Des artistes et des intellectuelEs se sont joints à la protestation en annulant leur participation aux festivals de Fajr (musique, cinéma, théâtre et arts visuels) qui ont lieu chaque année en février, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution islamique.

Le Guide suprême Ali Khamenei a répondu par un discours de fermeté contre les États-Unis et les États européens, et contre la contestation populaire, tout en louant le rôle des Gardiens de la révolution iranienne et du général Soleimani. De son côté, le président Rohani a tenu un discours plus modéré en plaidant pour une meilleure gouvernance et davantage de pluralisme et de transparence.

Un monde à changer

DE L'INÉGALITÉ PARMIS LES ENFANTS. «Les enfants vivent au même moment dans la même société, mais pas dans le même monde»: cette formule résume les conclusions d'une enquête sur les inégalités parmi les enfants¹. Un collectif de chercheurs a rencontré 35 enfants âgés de 5 à 6 ans et leur entourage familial, dans plusieurs villes de France, entre 2014 et 2018. Les résultats mettent au jour que, dès 5 ou 6 ans, les atouts et les handicaps des enfants sont très inégalement répartis en fonction des classes sociales et ces inégalités vont se traduire dans leurs parcours scolaires. «Puisque les adultes ne sont pas égaux, les enfants ne le seront pas», soulignent les auteurs.

En avril 2019, Macron promettait de s'attaquer aux «inégalités de destin»: «Les vraies inégalités sont les inégalités d'origine, les inégalités de destin, les inégalités à la naissance. [...] Les 1000 premiers jours de vie d'un citoyen français sont décisifs» et annonçait de nouvelles politiques publiques. Bernard Lahire, dans une interview à *l'Humanité*, dénonce l'hypocrisie du personnage: «Quand vous détruisez les services publics, quand vous renforcez les inégalités économiques (via les réformes sur le travail, les coupes dans les APL ou la réforme fiscale), tout ce discours sur la pauvreté

des enfants relève d'une hypocrisie totale. [...] Ce que montrent nos recherches, c'est qu'avant les questions de langage, d'accès à la culture, d'accès aux loisirs, se pose fondamentalement la question de l'accès inégal aux richesses. [...] L'inégalité des enfants, c'est fondamentalement une question de répartition des richesses, économiques, culturelles, alimentaires, d'accès à la santé. [...] On peut toujours avoir des discours larmoyants sur l'enfance. Mais si on veut les traduire sur le plan politique, ça veut dire qu'on ne peut pas supporter qu'il y ait des ouvriers mal payés ou des gens au chômage considérés comme des paresseux.»

Au-delà, c'est bien la vision du monde de Macron qui est en cause: un monde d'individus où chacun, pourvu qu'il travaille, peut se payer un beau costume et où, d'ailleurs, il suffit de traverser la rue pour trouver du boulot. En fait, c'est la grande majorité de la population qui vit au même moment dans la même société, mais pas dans le même monde que ceux qui décident de leur destin. Comme le dit *l'Internationale*, ce monde doit «changer de base», d'abord pour les enfants.

1 - Bernard Lahire (dir.), *Enfances de classe. De l'inégalité parmi les enfants*, le Seuil, 2019.

FORD BLANQUEFORT Et voilà la scandaleuse autorisation administrative

Le statut de «salariéEs protégés» des éluEs syndicaux oblige un patron à demander l'autorisation avant de licencier, de manière à ce que l'administration s'assure qu'il ne s'agit pas d'une discrimination syndicale. C'est l'inspecteur du travail qui a 60 jours pour vérifier et statuer.

Dans le cas d'un plan de licenciements économiques comme ici à Ford, même si ce n'est clairement pas en lien avec l'activité syndicale de l'élu, il faut également cette autorisation administrative. En fait, pour les éluEs seulement, l'inspecteur du travail vérifie que la procédure de licenciement est bien respectée et, surtout, il ou elle a la possibilité de contrôler s'il y a bien un motif économique qui justifierait les licenciements.

Une longue chaîne de responsabilités

On avait malgré tout l'espoir que nos licenciements ne soient pas autorisés, en tout cas pas tout de suite et pas par l'inspecteur. Cela n'aurait pas changé énormément les choses, mais tout de même. Si nos licenciements avaient été refusés, Ford aurait dû faire un recours auprès de la ministre du Travail.

L'inspecteur du travail en charge du dossier vient de donner l'autorisation administrative de licenciement des élus de l'usine Ford.



Bon c'est vrai, là nous n'aurions pas donné cher de notre peau tant on imagine bien Pénicaud signer en fermant les yeux. Mais au moins, c'est elle qui aurait fait le sale boulot. Dommage, nous n'en sommes pas arrivés à ce niveau, ce qui, en passant, nous aurait fait gagner 3 ou 4 mois, le temps du recours. L'inspecteur, en donnant son autorisation maintenant, permet donc à Ford de nous licencier dans les jours qui viennent. Même si

nous lui en voulons beaucoup, nous n'allons pas l'accabler. Car s'il n'y avait pas eu auparavant les capitulations de Macron, du ministre Le Maire, du président de l'agglomération bordelaise Juppé, s'il n'y avait pas eu les incompétences incroyables, les lâchetés successives, les abandons de poste, les reniements de ceux en situation de pouvoir, les licenciements auraient été empêchés depuis bien longtemps.

Car, en réalité, Ford n'a aucun motif économique valable pour justifier la liquidation de l'usine. Les profits, les dividendes, la rentabilité sont là, sans oublier les dizaines de millions d'aides publiques. Tout va bien pour Ford et pourtant... Tout le monde le sait: pour des raisons idéologiques, cyniquement, sans aucune honte ni scrupule, le pouvoir politique a cautionné la logique capitaliste jusqu'au bout. Ce n'est pas la première fois, car la liste est longue de ces usines qui ont fermé scandaleusement. Et avec les dernières lois, cela risque fort de ne pas être la dernière fois. Mais comme on le dit depuis le début, nous avons toujours refusé de nous résigner à une défaite promise. La bataille va continuer, et ce sera principalement devant les tribunaux. Nous le ferons par principe, parce que nous ne voulons rien lâcher, parce que c'est important de dénoncer et contester jusqu'au bout, parce qu'il faut remettre en cause le droit de licencier et donc le pouvoir patronal sur nos vies.

Philippe Poutou

En Irak et au Liban, la résistance populaire se maintient

Au Liban et en Irak, les manifestations populaires continuent également, même si la répression augmente. En Irak, l'Iran et ses alliés dans le pays tentent toujours de détourner le mouvement de contestation populaire en limitant leur demande au départ des troupes étatsuniennes, sans aucun changement du système politique confessionnel et néolibéral irakien. Le leader fondamentaliste islamique chiite Moqtada Sadr a notamment organisé à une manifestation massive pour dénoncer la présence américaine en Irak et demandé à ses supporters (qui ont participé aux protestations et installé des tentes sur la place principale de Bagdad) de quitter les lieux pour rejoindre son mouvement. Un nouveau Premier ministre a été nommé, Mohammad Taoufik Allaoui, 65 ans, ancien ministre de

la Communication à deux reprises, sous le gouvernement de Nouri al-Maliki (qui est une personnalité pro-irannienne), d'abord entre 2006 et 2007, puis entre 2010 et 2012. Même si Allaoui a affirmé qu'il tiendrait compte des demandes des manifestantEs, il a néanmoins aussitôt été rejeté par le mouvement de protestation populaire comme issu de la scène politique traditionnelle confessionnelle. De nombreuses manifestations ont eu lieu à Bagdad et dans d'autres villes, dans le sud, pour rejeter cette nomination. Moqtada Sadr a apporté son soutien au nouveau Premier ministre, tandis que ses partisans ont attaqué violemment des manifestantEs du soulèvement populaire dans plusieurs villes qui refusaient de reconnaître Allaoui et les ont accusés d'être à la solde des États-Unis, causant la mort d'un manifestant et plusieurs blessés. Sadr a également ordonné à ses partisans



Manifestation à Bagdad, en Irak, le 2 février. DR

de se coordonner avec les forces de sécurité pour rouvrir les routes et les écoles, prenant le contrepied des protestataires. L'Iran a de son côté applaudi la nomination de M. Allaoui. Malgré les pressions et les menaces, les manifestations et les actions de désobéissance civile se poursuivent à Bagdad et dans de nombreuses villes du sud, tout en dénonçant les

actions des États-Unis et de l'Iran qui cherchent à transformer le pays en une zone de règlement de comptes au détriment des classes populaires du pays et de leurs luttes. Presque 500 personnes, en grande majorité des manifestantEs, ont été tuées depuis le début du soulèvement populaire le 1^{er} octobre.

Joe Daher

Le chiffre 15 000

C'est le nombre de salariéEs des hôpitaux publics hong-kongais sur (175 000) qui ont rejoint l'Alliance des employés des hôpitaux publics, syndicat enregistré en décembre dernier. Un signe supplémentaire de la vitalité de la contestation à Hong Kong et de la place essentielle qu'y occupent, en plus des revendications démocratiques, les revendications sociales.



Agenda

Jeudi 6 février, manifestation pour les retraités. À Paris, départ de 13h30 de la Gare de l'Est en direction de Nation.

Samedi 8 février, manifestation des Gilets jaunes Acte 65.

Dimanche 9 février, rassemblement commémoratif vérité et justice pour Gaye Camara, Champs-sur-Marne (77). À 13h au gymnase Descartes, 15 bd d'Archimède (gare RER A de Noisy-Champs, sortie N°2 «Boulevard Archimède»).

Jeudi 13 février, réunion publique du NPA 63: «Anticapitalisme: quelles perspectives pour nos luttes?», Clermont-Ferrand. À 18h30, centre Jean-Richepin (salle 5), 21, rue Jean-Richepin.

Samedi 14 février, manifestation des hôpitaux, Paris. RDV à venir.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

L'instruction des adultes et des enfants au tir de défense, face aux menaces islamistes présentes et futures n'est-elle pas une nécessité?

CHRISTOPHE MARÉCAUX, tête de liste RN aux municipales à Guînes (Pas-de-Calais), Facebook, 26 janvier 2020.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6 500 exemplaires

**Directeur
de publication:**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction:**
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ANTIFASCISME**À Brest comme ailleurs, l'extrême droite n'est pas la bienvenue**

Belle mobilisation à Brest le jeudi 30 janvier pour « accueillir » Marine Le Pen, venue adouber sa liste aux municipales.

Dix-sept organisations (associations, syndicats et partis dont le NPA 29) ont appelé à ce rassemblement, pique-nique anti-fasciste devant l'hôtel le Continental (qui fut en d'autres temps le siège de la Kommandantur à Brest), où Marine Le Pen devait tenir sa conférence de presse.

Nous étions plus de 200 avec aussi pas mal de jeunes et moins jeunes antifas.



DR

Conférence de presse déplacée

Plusieurs prises de parole (CGT, NPA, PC, FI) ont réaffirmé que le Rassemblement national n'était pas un parti comme les autres, qu'il était antisocial, raciste, homophobe. VISA (Vigilance syndicale antifasciste) qui a été initialement à l'origine de ce rassemblement unitaire, a largement développé sur les méfaits du RN et les violences, voire les crimes de l'extrême droite.

Après une petite visite, dans l'hôtel, par des manifestantEs, les flics en nombre ont bouclé l'entrée et nous sommes restés nombreuses et nombreux devant le bâtiment jusqu'à l'heure de la conférence de presse qui a été, au dernier moment, déplacée... dans le local de campagne du RN, bien loin de l'hôtel. Malgré ce changement de dernière minute, quelques dizaines de manifestantEs sont allés chahuter cette conférence. Le lendemain, à Saint-Malo, Marine Le Pen, visiblement mécontente de l'accueil que nous lui avions réservé à Brest, a dénoncé la « milice d'extrême gauche » et les « punks à chiens de Brest ». Sic.

Plainte contre un conseiller régional RN

Une bonne initiative, bien couverte par la presse et qui démontre qu'il faut toujours faire de la place pour le combat antifasciste, y compris et notamment pendant le formidable mouvement social en cours.

Par ailleurs, les organisateurs du rassemblement ont décidé de porter plainte symboliquement auprès du procureur, car nous ne nous faisons aucune illusion sur la justice bourgeoise, pour les propos menaçants du conseiller régional RN (Gilles Penelle), par ailleurs responsable national des élections pour le parti de Marine Le Pen : « Dites aux associations, syndicats et partis de gauche qui menacent la République et la liberté d'expression d'une formation politique officiellement reconnue qui est aujourd'hui la première de France, de brûler un cerge. On s'en occupera particulièrement quand on sera au pouvoir, c'est-à-dire très prochainement, et on les mettra hors d'état de nuire ». Des propos tenus avant le rassemblement, et qui n'ont pas découragé ou intimidé les manifestantEs, bien au contraire.

Nous comptons d'abord sur nos propres forces, celles de notre camp social et dès le week-end prochain le Forum social brestois aura pour thème central : la lutte contre l'extrême droite.

Correspondant NPA 29

RETRAITES Mensonges, enfumage et déni de démocratie

À peine quelques jours après l'adoption, en Conseil des ministres, des deux projets de loi sur les retraites (une loi dite « ordinaire » et une loi « organique »), c'est dans un climat ubuesque que s'engage la discussion parlementaire.

Une « commission spéciale » a été mise en place pour cadenasser les débats. La « représentation nationale », va discuter de textes « à trous », où ne figurent pas certains éléments essentiels touchant tant au financement qu'aux modalités de fonctionnement du nouveau système. Ceux-ci devraient, pour une part, être ajoutés au cours d'une « deuxième lecture » ou seront renvoyés à des ordonnances ultérieures que le Parlement devra ratifier sans même en débattre. En un mot les députés sont sommés de voter un chèque en blanc au gouvernement sur des textes dont ils n'ont ni les tenants ni les aboutissants !

Le Conseil d'État voit rouge

Ce passage en force, pour faire adopter à la sauvette des textes qui suscitent toujours l'hostilité de la majorité de la population et engagent l'avenir des générations futures est si grossier que même le Conseil d'État a « vu rouge ». Sur un ton très inhabituel, il dénonce des « projections financières lacunaires » et un recours excessif aux ordonnances qui « fait perdre la visibilité d'ensemble », ainsi que des dispositions (notamment celle concernant les revalorisations des salaires des enseignantEs) « contraires à la Constitution ». Obligé de travailler dans l'urgence, le Conseil d'État s'estime dans l'incapacité de « garantir au mieux la sécurité juridique » des projets ; un lourd avertissement.

De 14 à 12,9% du PIB: le but est bien de faire des économies

L'argument n'avait cessé d'être répété en boucle par Macron et ses ministres. Le but de sa contre-réforme n'était pas de « faire des économies ». La preuve : la part de la richesse produite consacrée aux retraites resterait constante et égale à 14% du PIB (elle est actuellement de 13,8). Cette « preuve » n'en était, en réalité, pas une. Comment maintenir le niveau de pensions, avec une enveloppe identique, alors que le nombre de retraités augmente ? Mais l'étude d'impact qui accompagne les projets de loi va plus loin : elle montre, tableaux à l'appui, que le pouvoir a pour perspective réelle la diminution de la part du PIB consacré aux retraites et compte la ramener à

12,9% en 2050 ! Or un point de PIB c'est environ 25 milliards d'euros, c'est-à-dire 8% de la masse des pensions versées...

La « conférence de financement » ou le jeu de cache-cache avec « l'âge pivot »

En parallèle s'est mise en place, le 30 janvier, la « conférence de financement », réclamée par la CFDT. Édouard Philippe lui a assigné une double mission. Il s'agit d'abord de « proposer des mesures qui permettront au système actuel, tel qu'il fonctionne, de revenir à l'équilibre à l'horizon 2027 ». L'âge pivot de 64 ans pour une retraite complète ayant été provisoirement « suspendu », les « partenaires sociaux » sont chargés de proposer d'autres dispositifs,

sachant que les pensions ne doivent pas baisser et que les employeurs ne doivent pas être mis à contribution (pas de « hausse du coût du travail »).

Hormis quelques bricolages, on voit mal comment il ne faudrait pas d'une manière ou d'une autre jouer sur la seule variable d'ajustement restante, l'âge de départ pour une retraite complète.

C'est d'ailleurs ce que le Medef ne cesse de répéter, affirmant qu'il faudra bien en passer par des « mesures d'âge » : âge pivot et/ou durée de cotisation. Et à la fin de cette mascarade à laquelle se prêtent non seulement les syndicats dits « réformistes » mais aussi FO et la CGT, c'est le pouvoir qui reprendra la main et, faute d'accord, rétablira s'il le juge bon « l'âge pivot ».

Fébrilité de l'exécutif

Quant à la seconde mission de la conférence, « formuler des recommandations sur la gestion financière » du futur système universel, elle relève encore plus de la « mission impossible », puisque cette fois l'âge pivot (appelé « âge d'équilibre » pour semer la confusion), figure dans le texte de loi comme une variable essentielle du futur système, à laquelle il n'est pas question de toucher.

La « conférence de financement » préfigure ainsi la place que le pouvoir entend donner aux syndicats dans la gestion des retraites par points : celle de cautions consentantes et impuissantes à un équilibre automatique, obtenu par la baisse des pensions et l'augmentation de la durée du travail.

Toutes ces manœuvres, mensonges et dénis de démocratie témoignent de la fébrilité et des difficultés de l'exécutif à imposer son projet. La partie est loin d'être gagnée pour lui, à condition que la mobilisation sociale, elle, ne « lâche rien ».

Jean-Claude Delavigne

**GERZAT (PUY-DE-DÔME) Les Luxfer en lutte pour sauver leur usine et les emplois**

L'usine Luxfer de Gerzat est la seule usine du monde à fabriquer des bouteilles de gaz d'oxygénothérapie de haute pression et de très haute qualité pour les pompiers, les hôpitaux et les malades. Le groupe Luxfer Gas Cylinders a décidé de transférer cette activité dans les usines de Nottingham (Royaume-Uni) et de Riverside (États-Unis) et de fermer l'usine de Gerzat.

Il faut savoir que Luxfer a racheté, en 2001, pour un euro symbolique, cette usine à Pechiney (entreprise nationalisée). Ce sont donc les contribuables qui ont financé les machines et le savoir-faire de cette entreprise.

L'entreprise a touché du crédit d'impôt (CICE) à hauteur de 250 000 euros par an, et en touche toujours, étant donné que les règlements des commandes fabriquées par les salariéEs continuent à tomber. L'État finance donc une entreprise bénéficiaire qui licencie en toute impunité... Une honte ! Et pendant ce temps-là, les actionnaires font travailler cet argent par des fonds d'investissement privés tels que BNP ou encore BlackRock. Eh oui : il faut bien financer les licenciements illégaux devant les prud'hommes, même si Macron les a plafonnés...

Les salariéEs ont réagi

14 mois déjà que les salariéEs de Luxfer sont entrés dans la lutte pour sauver leur usine et les 136 emplois, sans compter les emplois induits. De nombreuses luttes ont eu lieu.



DR

Une première victoire a été obtenue avec le refus par l'inspection du travail du licenciement des 14 représentants du personnel, dont le licenciement pour motif économique a été reconnu comme inexistant car la compétitivité de Luxfer n'est pas menacée et la rentabilité du site est excellente.

La mobilisation, avec le soutien de la CGT et de la CFDT, s'est amplifiée à partir du lundi 20 janvier, avec occupation de l'usine 24 heures sur 24 pour empêcher le démantèlement du site et la casse de l'outil de travail par la direction.

Le mercredi 22 janvier, un rassemblement de soutien a eu lieu dans l'usine, avec une conférence de presse à laquelle ont participé de

nombreuses personnes (syndicalistes, associatifs, partis politiques, éluEs, Gilets jaunes...).

Les représentants de la CGT et de la CFDT ont expliqué la situation et ont présenté le projet de reprise de leur entreprise via un projet de Scoop, qui permettrait de sauver dans un premier temps 55 emplois. Ont été décrits aussi le mépris, les insultes et le harcèlement subis par le personnel du site de la part de la direction, avec des conséquences néfastes sur la santé des employéEs, et aucun respect du protocole d'accord signé concernant le reclassement du personnel licencié et l'avenir du site.

Surveillance de l'outil de travail

La direction et l'État font la sourde oreille quant au projet de reprise des salariéEs : aucune réponse ne leur est apportée afin de faciliter ce projet. La seule initiative de la direction a été de faire convoquer, au commissariat de Gerzat, les salariéEs en lutte, pour dégradation de l'outil de travail et occupation illégale du

site. Ils encourent jusqu'à un an de prison et 30 000 euros d'amende. On croit rêver !

Une nouvelle manifestation a eu lieu le vendredi 31 janvier dans les rues de Gerzat, avec l'appui de l'intersyndicale contre la réforme des retraites, à laquelle plus de 200 personnes ont participé. Les manifestantEs ont décidé d'organiser un pique-nique sur le rond-point proche de l'usine pour être visibles, et de rester là tant qu'il n'y aurait pas de réponses. Aujourd'hui encore, les ouvriers sont obligés de rester nuit et jour dans leur entreprise pour surveiller leur outil de travail, afin de ne pas le laisser à des actionnaires sans scrupules qui n'hésitent pas à entrer la nuit dans l'usine pour démonter les machines « en scred ».

Le NPA apporte son soutien à la lutte des salariéEs et demande que cessent les intimidations et la répression. Nous exigeons que Luxfer rende l'argent qu'il a reçu de l'État, et paye pour le maintien des emplois.

Correspondante

Pétition en ligne: <http://chnq.it/RXVtFz6j5V>

Au cours des six dernières années, l'industrie métallurgique turque a connu des grèves majeures, des grèves interdites, des occupations d'usines et une énorme vague de grèves sauvages. Le syndicat dominant dans le secteur étant un syndicat «jaune» qui s'est développé avec l'aide des généraux de l'armée pendant la junte militaire de 1980, les actions des travailleurs se sont déroulées la plupart du temps, hors du cadre syndical ou même directement contre le syndicat, comme lors de grèves sauvages de 2015¹.

Négociations salariales

En septembre 2019, de nouvelles négociations collectives ont été engagées dans ce secteur qui concerne environ 130 000 travailleurEs. Ces négociations ont commencé alors que le gouvernement applique une politique de modération salariale conseillée par le FMI, pour maintenir les salaires à un niveau bas afin de contenir l'inflation. C'est pourquoi tous les récents accords ont abouti à de très faibles augmentations ; par exemple, 4% pour les retraitéEs, 8% pour les travailleurEs du secteur public, 8% dans l'industrie textile, et 6% pour la raffinerie de pétrole détenue par le conglomérat Tüpraş. Les deux plus grands syndicats du secteur de la métallurgie ont revendiqué des augmentations de salaires de 24% et 34%. Ces deux syndicats (Türk Metal qui vient du mouvement fasciste et DISK-Birleşik Metal İş qui vient de la tradition de gauche des années 1970), rivaux depuis les années 1980, ont pour la première fois essayé d'agir en commun à l'occasion de ces négociations. Ils ont organisé une conférence de presse avec un autre syndicat de taille plus réduite, ainsi que des manifestations massives pendant les négociations. Ils avaient aussi décidé d'appeler à la grève. Tandis que Birleşik Metal İş fixait au 5 février 2020 la date du début de la grève, Türk Metal avait seulement décidé d'appeler à la grève mais sans fixer de date.

TURQUIE Un nouvel épisode de la lutte des métallos

L'industrie métallurgique turque a connu une croissance exponentielle au cours des quinze dernières années. De 285737 véhicules en 2001, la production automobile est ainsi passée à 1749572 véhicules en 2017. La Turquie est le plus grand pays exportateur de voitures vers l'Union européenne, avec des usines d'assemblage des firmes Fiat, Renault, Mercedes, MAN, Honda, Hyundai, Toyota, Ford, etc. Mais la résistance et l'organisation des travailleurEs se sont développées en même temps que cette période d'expansion de l'industrie.



Peu après, Türk Metal a finalement signé un accord qui promet 17% d'augmentation de salaires d'ici aux six prochains mois.

Grèves interdites

Bien que cette augmentation soit beaucoup plus élevée que celle obtenue dans les autres secteurs, c'est encore beaucoup moins que ce qu'attendaient les travailleurEs de la métallurgie en raison de l'augmentation du coût de la vie. C'est pourquoi le Syndicat Birleşik Metal İş n'a pas signé l'accord et a déclaré qu'il allait appeler à la grève comme prévu le 5 février. Türk Metal représentant plus de 90% des travailleurEs de la métallurgie concernés par la négociation collective, il est très difficile pour Birleşik Metal İş de faire changer l'accord signé par la majorité. Mais le syndicat a été forcé d'appeler à la grève même si

sa direction était réticente. Cette pression provient principalement de jeunes travailleurEs qui reçoivent des salaires beaucoup plus bas et qui ont une énorme insatisfaction envers l'ensemble du système. Ces jeunes travailleurEs ne sont pas à gauche (bien au contraire, dans la plupart des cas) mais, quelles que soient leurs allégeances politiques, ils ont donné la couleur militante à la manifestation des deux syndicats. Toutes les grèves appelées lors des négociations collectives précédentes dans la métallurgie ont été interdites par des décrets gouvernementaux affirmant que ces grèves constituaient un danger pour la sécurité nationale. En fait, les interdictions de grève sont une chose dont le président Erdoğan est très fier, et il s'en est vanté à de multiples reprises lors de ses réunions avec les employeurs². Il est presque certain que ce genre

d'interdiction interviendra pour cette grève devant débiter le 5 février. Les dirigeants syndicaux ont déclaré qu'ils ne reconnaîtraient pas l'interdiction prononcée par décret ministériel et qu'ils continueraient à appeler à la grève, même interdite.

Solidarité!

Dans le contexte répressif actuel en Turquie, cela signifie des risques énormes pour de nombreux travailleurEs, y compris des licenciements, des arrestations ou des attaques contre leurs organisations. C'est pourquoi les métallurgistes de Turquie en grève, qui travaillent tous pour des multinationales, ont besoin d'une plus grande solidarité internationale. Au cours des dernières années, les travailleurEs de la métallurgie sont entrés dans l'histoire avec leur lutte; nous devons tous être convaincus qu'une autre victoire est non seulement possible mais nécessaire pour reconstruire la confiance en soi de toute la classe ouvrière en Turquie.

Metin Feyyaz

Dernière minute. Le ministère du Travail a imposé, avec menaces et pressions, la signature d'un accord aux syndicats et au patronat. Cet accord prévoit 17% d'augmentation pour les six premiers mois et 6% supplémentaires au 2^e semestre, éventuellement augmentés en cas d'inflation supérieure. Affaire à suivre...

1 – <http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article4056>

2 – <http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?article5360>

ITALIE Les élections de la peur

Chaque fois que l'on vote en Italie, on dirait que le monde va s'écrouler. Les récentes élections régionales du 26 janvier en Émilie-Romagne (région depuis toujours gouvernée par le vieux PCI puis par le centre gauche) et en Calabre, n'ont pas calmé cette angoisse, accrue, depuis au moins dix ans, par l'instabilité du comportement électoral: il fluctue entre participation et abstention, selon les cas de figure.

Lors des élections politiques de 2018, cette instabilité avait fait monter le niveau du Mouvement Cinq Étoiles, et elle l'a fait baisser aujourd'hui dans les mêmes proportions: en Émilie-Romagne, de 27,5% en 2018, il est tombé à 3,5%; sa chute en Calabre est encore plus impressionnante: de 43,4% à 7,3%.

Opposition binaire

Le système électoral du vote majoritaire, en vigueur dans ces deux régions, a favorisé un choix fondé sur une opposition binaire: être avec Salvini et sa droite souverainiste et raciste, ou contre lui. Cela a avantagé les deux grandes coalitions: le centre-gauche ressuscité a gagné en Émilie-Romagne, stoppant l'assaut mené par Salvini avec une campagne électorale frénétique, envahissante et opprimente. Le climat de tension suscité par la propagande salvinienne a secoué l'électorat endormi, déçu par les Cinq Étoiles et, avec l'aide du très récent mouvement des Sardines, a provoqué une hausse de la



participation électorale: d'environ 38% en 2014 à 67,7% aujourd'hui. Cela a tourné à l'avantage du Parti Démocrate qui remonte à 34,7%, talonné par la Ligue à 31,9%, suivie par Fratelli d'Italia à 8,6% et par Forza Italia, de Berlusconi, en perte de vitesse (2,6%). Le résultat en Calabre, précédemment administrée par le centre gauche, est à l'opposé et la région passe au centre droit qui obtient un net succès: plus de 55% des votes

pour la candidate de la coalition. Pesante défaite du centre gauche avec un peu plus de 30% des voix. Là, la Ligue atteint 12,2%, Fratelli d'Italia 10,9% tandis que Forza Italia, en plus de ses 12,3%, était présente sur deux autres listes qui ont totalisé 15%.

Proposer une vision alternative

La peur est l'élément qui a influencé le vote des deux camps: déception, découragement, sentiment

de défaite, déclassement, hargne, rancœur, rage vindicative. Il s'agit de masses de votantEs qui ne réclament pas de transformations et qui, même, les craignent parce qu'il manque depuis longtemps un véritable mouvement social et syndical actif, indépendant des forces politiques internes au système capitaliste, capable d'unir l'ensemble des travailleuses et des travailleurs sur des objectifs communs, alternatifs aux politiques patronales. S'il est juste de craindre Salvini, ce qui manque, c'est le courage de proposer une vision alternative et de lui redonner une crédibilité.

En fait, c'est la gauche d'alternative qui en a fait les frais (comme depuis trop longtemps), écrasée par la menace de la droite, sans aucun élément de lutte sociale qui puisse soutenir sa proposition politique, faible par ailleurs, disposant donc d'une crédibilité proche de zéro dans le conflit global: elle a au total atteint 1% en Émilie-Romagne et elle n'était pas présente en Calabre. Il ne reste donc dans le champ politique que l'idée insurmontable que l'on doit choisir la meilleure façon de gouverner avec le capitalisme parce que, dans l'état actuel des choses, il n'existe pas d'alternative, mais seulement une bonne administration des choses, avec un langage poli et apaisant, comme le disent les dirigeants auto-proclamés des Sardines.

Diego Giachetti, traduit de l'italien par Bernard Chamayou

ÉTATS-UNIS

« Nous n'avons jamais eu de candidat comme Bernie Sanders »

Entretien. Interview de **Dan La Botz**, militant de **Solidarity**, organisation socialiste internationaliste américaine. Il participe également à **DSA (Democratic Socialists of America)**. Entretien intégral à retrouver dans *L'Anticapitaliste mensuel* n°112 (février 2020).

Quel est le rôle de la gauche américaine dans cette élection ?

La campagne électorale de Bernie Sanders en 2016, dans laquelle il s'est qualifié de «socialiste démocratique» et a présenté la plateforme de candidats du Parti démocrate la plus progressiste en 50 ans, a conduit à la croissance rapide des Democratic Socialists of America (DSA), organisation qui compte maintenant environ 50 000 membres. DSA est le groupe de gauche le plus important aux États-Unis et il est entièrement dédié à Bernie Sanders.

Les membres de DSA à travers le pays travaillent à sa campagne des primaires et travailleront également pour lui aux élections générales s'il reste candidat à ce stade. D'autres formations de gauche, telles que le Working Families Party, se sont déclarées pour Elizabeth Warren. Le Parti Vert aura également un candidat à la présidentielle, mais il est peu probable qu'il obtienne plus d'un pour cent des voix.

Dans le même temps, l'extrême gauche, certains dans DSA et d'autres dans des groupes plus petits en dehors de DSA, rappellent que Sanders n'est pas un socialiste et qu'il a dans le passé soutenu les campagnes militaires américaines à l'étranger, c'est-à-dire qu'il n'est pas un anti-impérialiste. Plus récemment, Sanders a dénoncé l'assassinat en Irak du général iranien Qassem Soleimani, mais il n'a pas utilisé sa stature pour appeler à des manifestations anti-guerre.

La gauche considère toujours Sanders comme un moyen d'avoir un impact sur le Parti démocrate et sur la politique nationale et de construire une nouvelle gauche et à terme un parti socialiste des travailleurs. Il faut toutefois se demander quel serait l'impact sur DSA qui s'est ainsi identifié à lui si Bernie Sanders n'était pas vainqueur aux primaires ou s'il perdait les élections.

Et si Sanders gagnait l'investiture démocrate ?

Il est hautement improbable que Sanders remporte la Convention et plus probable que les principaux candidats y arrivent avec entre 10 et 25% des délégués. Dans ce cas, en l'absence de majorité, ce serait une Convention négociée par les personnalités du parti. Cela pourrait entraîner le choix d'un «chevalier blanc»: quelqu'un qui n'a pas couru en primaire mais qui monte sur son cheval blanc pour sauver la situation. Cela pourrait être quelqu'un comme le gouverneur de l'État de New York Andrew Cuomo ou le Sénateur de l'Ohio Sherrod Brown.

Si Sanders obtenait l'investiture, il devrait remporter l'élection face à l'opposition des Républicains et de nombreux Démocrates et à une couverture médiatique hostile. Si, d'une manière ou d'une autre, il remportait les élections générales, il aurait encore à traiter avec le Congrès américain, le Sénat contrôlé par des Républicains très hostiles et la Chambre contrôlée en grande partie par des Démocrates de l'establishment qui s'opposeraient à sa politique. La question devient alors: Sanders pourrait-il transformer sa rhétorique de lutte de classe contre la classe des milliardaires et pour une révolution politique en un véritable processus d'encouragement de la lutte de classe ouvrière? Pourrait-il inspirer ce genre de mouvements sociaux qui ont vu le jour aux États-Unis dans les années 1930 et 1960?

Nous n'avons jamais vu une telle chose aux États-Unis auparavant, où au contraire dans le passé c'était la pression d'en bas qui poussait les présidents. Ce sont les mouvements sociaux qui, dans les années 1930, ont poussé le président Franklin Roosevelt et qui, dans les années 1960, ont poussé le président Lyndon B. Johnson à adopter des lois progressistes. Pourtant, nous n'avons jamais eu de candidat tout à fait comme Bernie Sanders, et il serait intéressant de savoir s'il pourrait et utiliserait le bureau présidentiel pour inspirer un mouvement de masse. Nous préférierions certainement relever ce défi que de voir Donald Trump rester au pouvoir ou de voir un autre Démocrate de l'establishment comme Biden.

Propos recueillis par Henri Wilno



«DEAL DU SIÈCLE» TRUMP ENTÉRINE L'APARTHEID, ISRAËL APPLAUDIT

Le « plan Trump » concernant le Proche-Orient, pompeusement baptisé « Deal of the Century » (« Accord du siècle »), est immédiatement apparu pour ce qu'il est : un plan de reconnaissance du fait accompli colonial, avec un alignement total sur les positions de la droite israélienne. Le fait qu'il soit rejeté par l'ensemble des forces palestiniennes et par la Ligue arabe n'est pas une surprise, tant le contenu de ce « plan » est outrageusement favorable à Israël et piétine l'ensemble des droits nationaux des Palestiniens. Reste à mesurer les conséquences que pourraient avoir les propositions de Trump, plus de 26 ans après le lancement en grande pompe, avec les accords d'Oslo, du « processus de paix » – dont la faillite n'est plus à démontrer.

Dossier réalisé par Julien Salingue

UN PLAN QUI LÉGITIME ET ENCOURAGE LE FAIT COLONIAL

Le plan Trump se présente comme un cadre global devant servir de base à la rédaction et la signature d'un « accord de paix israélo-palestinien » mettant un terme définitif au « conflit ». Contrairement aux accords d'Oslo, qui se présentaient comme des « accords intérimaires » ouvrant une période de cinq ans qui devaient déboucher sur des « négociations sur le statut final », le plan Trump se veut donc la base d'un texte d'accord définitif, et c'est pourquoi il prétend répondre à la quasi-totalité des problématiques du « conflit » : les colonies (désignées comme des « implantations », en conformité avec le vocable israélien), les frontières, Jérusalem, les prisonniers, les réfugiés, etc. Et le moins que l'on puisse dire est que, contrairement à la « Déclaration de principes » de septembre 1993 – qui avait donné lieu à la poignée de mains entre Arafat et Rabin sur la pelouse de la Maison Blanche – et aux textes intérimaires qui avaient suivi, qui contournaient soigneusement l'ensemble des questions cruciales et/ou se contentaient de formules floues, le plan Trump a le mérite de la clarté.

Droit international ?

À propos des résolutions des Nations unies, qui sont supposées encadrer, du point de vue du droit international, tout règlement politique du conflit opposant Israël aux Palestiniens, le message est on ne peut plus clair : « Depuis 1946, il y a eu près de 700 résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies et plus de 100 résolutions du Conseil de sécurité en lien avec ce conflit. Ces résolutions n'ont pas apporté la paix. Par ailleurs, les différentes parties ont proposé des interprétations conflictuelles de certaines des plus importantes des résolutions des Nations unies, y compris la résolution 242 du Conseil de sécurité ». Ainsi, les spécialistes du droit qui ont travaillé directement sur les résolutions des Nations unies les plus cruciales ont eu des



divergences sur leur signification et leurs implications juridiques. Si nous respectons le rôle historique des Nations unies dans le processus de paix, la Vision [autre nom, tout en modestie, du plan Trump] n'est pas une récitation des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité, ou d'autres résolutions internationales sur ce sujet, car de telles résolutions n'ont pas résolu et ne résoudront pas le conflit. Depuis trop longtemps, ces résolutions ont

permis aux dirigeants politiques d'éviter de se confronter aux complexités de ce conflit plutôt que de rendre possible un chemin réaliste vers la paix.

Une posture toute trumpienne vis-à-vis du droit et des institutions internationales, parfaitement raccord avec les positions israéliennes. Les « dirigeants politiques » qui sont visés ne sont en effet évidemment pas les dirigeants israéliens, pour qui les résolutions de l'ONU n'ont

jamais été une quelconque référence, mais bien les Palestiniens (et leurs soutiens), qui rappellent régulièrement l'existence de ces textes consacrant leurs droits. Et pour cause ! Même si nous n'avons aucune sympathie pour l'ONU et aucun fétichisme pour le droit international, force est de constater, comme le rappelle le juriste belge François Dubuisson (Facebook, 29 janvier), que ces résolutions énoncent en effet les principes suivants : « droit à l'autodétermination du peuple palestinien ; Gaza, la Cisjordanie et Jérusalem-Est considérés comme "territoires palestiniens occupés" ; illégalité des colonies israéliennes installées en territoire palestinien ; obligation de retrait par Israël des territoires occupés au cours de la guerre de juin 1967 ; droit au retour des réfugiés palestiniens dans leur foyer ou droit à une juste indemnité ; droit de l'ensemble des États de la région à vivre dans des frontières sûres et reconnues ; condamnation des violences, qu'elles soient israéliennes ou palestiniennes ». Autant de principes que l'on ne retrouve absolument pas dans la « Vision » de Trump, bien au contraire...

Bantoustans

Si l'on se penche, par exemple, sur les questions de territoire, les choses sont là encore très claires : « l'État palestinien proposé par Trump se compose de petits bouts de territoires, fragmentés, sans continuité et souvent sans contiguïté, qui font inmanquablement penser aux bantoustans de l'Apartheid sud-africain. Ces territoires forment un archipel dans un océan israélien, avec une seule « frontière » directe avec un autre État, l'Égypte (à Gaza), sur laquelle Israël aurait un droit de regard au moyen d'« arrangements spécifiques » avec l'Égypte. Pas à une outrance près, les États-Unis évoquent dans leur plan « un réseau innovant de routes, de ponts et de tunnels favorisant la liberté de mouvement des Palestiniens » entre les bantoustans, dont chaque

B'TSELEM

«L'Apartheid, pas la paix»

Position de l'ONG israélienne B'Tselem sur le plan Trump.

Le plan de l'administration américaine baptisé « Deal du siècle » ressemble surtout à un fromage suisse, avec le fromage offert aux Israéliens et les trous aux Palestiniens. Il y a de nombreuses façons de mettre fin à l'occupation, mais les seules options légitimes sont celles fondées sur l'égalité et les droits de la personne pour tous. C'est pourquoi le plan actuel, qui légitime, consolide et élargit même la portée des violations des droits humains par Israël, perpétuées depuis plus de 52 ans, est tout à fait inacceptable. [...]

Trump suggère de récompenser l'État d'Israël pour les pratiques illégales et immorales auxquelles il s'est livré depuis qu'il a saisi les Territoires. Israël pourra continuer à piller la terre et les ressources palestiniennes ; Israël pourra aussi conserver ses implantations et même annexer plus de territoire, le tout en violation totale du droit international. Les citoyens israéliens qui vivent dans les Territoires [occupés] continueront de jouir de tous les droits accordés aux autres citoyens israéliens, y compris les droits politiques et la liberté de mouvement, comme s'ils ne vivaient pas dans une zone occupée. Les Palestiniens, de leur côté, seront relégués dans de petites enclaves isolées et fermées, sans aucun contrôle sur leur vie, car le plan perpétue la fragmentation de l'espace palestinien dans des portions de territoire déconnectées dans un océan sous contrôle israélien, un peu comme les Bantoustans du régime d'apartheid d'Afrique du Sud. Sans contiguïté territoriale, les Palestiniens ne pourront pas exercer leur droit à l'autodétermination et continueront à dépendre entièrement de la bonne volonté d'Israël pour leur vie quotidienne, sans droits politiques et sans possibilité d'influencer leur avenir. Ils continueront d'être à la merci du régime de permis draconien d'Israël et auront besoin de son consentement pour toute construction ou développement. En ce sens, non seulement le plan ne permettra aucune amélioration de leur situation mais, en réalité, il va l'aggraver en la perpétuant et en lui offrant une reconnaissance.

Ce plan révèle une vision du monde qui voit les Palestiniens comme d'éternels sujets plutôt que comme des êtres humains libres et autonomes. Une « solution » de ce genre, qui ne garantit pas les droits de la personne, la liberté et l'égalité de tous ceux qui vivent entre le Jourdain et la mer Méditerranée et qui perpétue l'oppression et la dépossession de l'autre, n'est pas une solution légitime. En fait, ce n'est pas du tout une solution, mais seulement une recette pour de nouvelles générations d'oppression, d'injustice et de violence.

entrée et sortie serait contrôlée par Israël. L'État d'Israël, quant à lui, annexerait – entre autres – les blocs de colonies et la vallée du Jourdain, soit plus de 40% de la

Cisjordanie, l'essentiel des terres fertiles et des réserves d'eau, avec – évidemment – une continuité territoriale. On peut lire dans le plan que « se retirer de territoires

ADALAH**« Le plan Trump normalise le régime d'apartheid d'Israël en Cisjordanie et appelle au transfert forcé de 260 000 citoyens palestiniens d'Israël »**

Position de l'ONG Adalah (Palestiniens d'Israël) sur le plan Trump.

Le « Deal du siècle » du Président américain Donald Trump donne le feu vert à l'établissement permanent d'un régime d'apartheid israélien en Cisjordanie, comprenant l'annexion illégale de vastes pans de la Cisjordanie palestinienne occupée, une négation du droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination. [...]

De nombreux aspects de l'accord – annoncé le 28 janvier 2020 lors d'une conférence de presse télévisée en direct par Trump et le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu – sont très préoccupants, et ressemblent au gouvernement d'apartheid sud-africain en place entre 1948 et 1994, avec : la reconnaissance de la Palestine historique comme patrie du peuple juif seulement ; aucune reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple palestinien sur la base de la Charte des Nations unies ; et la création d'enclaves palestiniennes « autonomes » et de routes de contournement.

Le plan Trump ne reconnaît absolument pas le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, violant ainsi les principes de la Charte des Nations unies. Le plan ne prévoit pas d'État, mais une série d'enclaves sous contrôle militaire permanent d'Israël. Tous les aspects fondamentaux de l'autodétermination – y compris le contrôle des passages frontaliers, de l'espace aérien, de la mer, de l'intégrité territoriale et de la pleine souveraineté – sont refusés afin de créer des enclaves « autonomes ».

Le plan prévoit l'annexion israélienne de vastes pans de la Cisjordanie palestinienne occupée, le transfert forcé de citoyens arabes palestiniens d'Israël – un procédé démographique aux motivations raciales ; et la négation du droit au retour pour les réfugiés palestiniens.

Le plan Trump propose le transfert forcé de plus de 260 000 citoyens arabes palestiniens d'Israël vivant dans 10 villes de la région du Triangle au centre du pays, vers une future enclave de la Palestine. Selon le plan, les résidents des communautés visées resteraient dans leurs maisons, mais les frontières d'Israël seraient simplement redessinées pour les mettre en dehors [...].

C'est la première fois qu'une administration américaine donne le feu vert au transfert de citoyens israéliens sous l'autorité d'une autre entité étatique.

Adalah considère cette mesure comme une tentative raciste de transférer de force des citoyens arabes palestiniens d'Israël, de les dépouiller de leur citoyenneté israélienne et de les placer sous une occupation militaire israélienne perpétuelle.

Ce type de transfert de population – qui a été systématiquement rejeté par les citoyens palestiniens d'Israël lorsqu'il a été proposé, dans le passé, par divers dirigeants politiques israéliens de droite – est manifestement illégal en vertu du droit international et tente de renforcer la portée démographique du processus de séparation raciale [...].



leurs terres sises aujourd'hui en Israël –, c'est à la condition que ce « retour » soit régulé par un comité conjoint israélo-palestinien. Autant dire, au vu de l'expérience des « comités conjoints » établis après les accords d'Oslo, que les États-Unis offrent à Israël la possibilité de s'opposer à tout moment à l'entrée de réfugiés... sur un territoire qui n'est pas supposé être le sien. C'est la même « philosophie » qui guide le plan Trump sur la question des prisonniers palestiniens (qui sont aujourd'hui près de 5000, selon les chiffres de l'ONG israélienne B'Tselem), avec des restrictions drastiques sur les libérations et un conditionnement de toute remise en liberté à la signature par les prisonniers « [d']un engagement de promouvoir, dans leur communauté, les bénéfices de la coexistence entre Israéliens et Palestiniens, et de se conduire d'une façon qui valorise la coexistence. Les prisonniers qui refuseront de signer cet engagement resteront incarcérés ».

Et l'on pourrait encore allonger la liste des outrances contenues dans la « Vision » de Trump, de l'exigence d'un « État » palestinien totalement démilitarisé au maintien du contrôle israélien sur l'espace aérien, en passant par les promesses d'injection de milliards de dollars dans les territoires palestiniens à la condition que ceux-ci renoncent définitivement à l'ensemble de leurs droits. Élément notable : le plan Trump entérine non seulement le statut d'Israël comme « État-nation du peuple juif », mais préconise en outre le « transfert » forcé de 260 000 Palestiniens citoyens d'Israël, dont les villes et villages deviendraient un bantoustan sous administration palestinienne... Au total, le « Deal du siècle » n'est rien d'autre qu'un coup de poignard pour les Palestiniens, y compris les plus « modérés » d'entre eux, comme la direction de l'Autorité palestinienne de Ramallah (AP), pour laquelle l'humiliation est totale. Tandis que Netanyahu et son rival Benny Gantz applaudissaient les propositions de Trump – ce qui confirme que l'enjeu des élections législatives israéliennes du 2 mars n'est absolument pas la politique vis-à-vis des Palestiniens –, Abbas et son Premier ministre les rejetaient en bloc. Quelques jours plus tard, Abbas annonçait même la rupture des relations avec Israël, y compris dans le domaine de la coopération sécuritaire. Reste à savoir si ces annonces seront suivies d'effets, tant l'appareil politico-administratif qu'est l'AP est

dépendant, y compris et notamment sur le plan économique, de ses rapports avec l'État d'Israël, ce dernier reversant par exemple à l'AP plusieurs centaines de millions d'euros, chaque année, au titre de la TVA et des droits de douane prélevés sur les produits importés par les Palestiniens, nécessaires au budget de l'AP, notamment pour payer les fonctionnaires.

Le plan Trump achève le processus d'Oslo

Une chose est toutefois certaine : le plan Trump est certes rejeté par les Palestiniens, mais il va servir de caution à une accélération des politiques coloniales israéliennes, avec notamment une rapide annexion des blocs de colonies et de la vallée du Jourdain, déjà discutée dans les couloirs de la Knesset. Des décisions qui vont entériner encore un peu plus une réalité que certains continuent de refuser de voir, à l'image de la France qui, en réaction au plan Trump, s'est contentée de rappeler son attachement à la « solution à deux États » : il n'y a, dans les faits, qu'un seul État entre la mer Méditerranée et le Jourdain, qui tolère en son sein quelques « zones autonomes », dans la mesure où celles-ci ne sont pas facteurs de déstabilisation. Que ces « zones autonomes » soient rebaptisées, dans un document US, « État de Palestine », ne change rien à l'affaire, bien au contraire. Et il serait particulièrement malaisé de vouloir se « raccrocher » au processus d'Oslo initié en 1993-1994, que le plan Trump vient en réalité achever, dans les deux sens du terme : Oslo n'était rien d'autre qu'une réorganisation du dispositif d'occupation israélienne, avec une évacuation des zones palestiniennes les plus densément peuplées, confiées à l'administration de l'Autorité palestinienne, cette dernière étant, sous perfusion économique, chargée de maintenir l'ordre tandis qu'Israël poursuivait sa politique coloniale tout en affirmant s'inscrire dans une logique négociée².

L'échec d'Oslo comme « processus de paix » n'est pas l'histoire de rendez-vous manqués, de mauvais choix ou de mauvaise volonté de la part de l'un et/ou l'autre des acteurs. L'échec d'Oslo est l'échec programmé d'un processus par lequel on a tenté d'imposer aux Palestiniens de renoncer à leurs droits et de renoncer à les revendiquer, au nom d'une autonomie illusoire et d'un transfert d'une partie des compétences et prérogatives de l'administration coloniale

de « l'autonomie » ou du « proto-État » palestinien, et pour mettre Israël devant ses responsabilités de puissance occupante. Une décision qui, loin de tout régler, participerait au moins de la redéfinition des termes du conflit et ouvrirait la possibilité d'une refonte, à terme, du mouvement national, incluant l'ensemble des forces palestiniennes autour d'objectifs de libération, et non de gestion d'un pseudo appareil d'État. Au vu de la situation actuelle et de l'état de décomposition du mouvement palestinien, de telles perspectives peuvent ressembler à des vœux pieux. Mais il ne fait cependant guère de doute que la page de la lutte « pour un État palestinien indépendant au côté d'Israël au terme d'un processus négocié » est définitivement tournée, et que les Palestiniens auront besoin d'un puissant mouvement de solidarité internationale dans leur combat contre le régime d'apartheid israélien.

1 – La résolution 242, adoptée après la guerre des Six jours en juin 1967, exige le retrait israélien des territoires conquis par la force (Cisjordanie, Gaza, Golan syrien, Sinai égyptien). Mais alors que, dans sa version française, elle demande le « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés », la résolution 242 utilise, dans sa version anglaise, la formule « withdrawal of Israeli armed forces from territories occupied », que l'on peut traduire par « retrait des forces armées israéliennes de territoires occupés ». L'État d'Israël a toujours affirmé, dans un splendide isolement international, que c'est à la seule version anglaise qu'il se conformait.

2 – Lire à ce propos Julien Salingue, « Oslo, 20 ans après : il n'y a jamais eu de processus de paix », 13 septembre 2013, sur <https://blogs.mediapart.fr/edition/les-invites-de-mediapart/article/120913/oslo-20-ans-apres-il-n-y-jamais-eu-de-processus-de-paix>

KAIROS PALESTINE**« Une insulte à l'histoire, à l'humanité, au peuple palestinien et à la dignité américaine elle-même. »**

Position de l'organisation Kairos Palestine (chrétienEs palestiniens) sur le plan Trump.

La position annoncée par l'administration américaine au sujet de ce qu'elle a qualifié d'« accord du siècle » est en fait une insulte à l'histoire, à l'humanité, au peuple palestinien et à la dignité américaine elle-même.

La proposition américano-israélienne repose sur le principe de la consolidation du contrôle israélien sur l'ensemble du territoire palestinien, en s'assurant que le peuple palestinien est soumis à ce contrôle, en échange de promesses économiques qui ressemblent à un accord pour acheter le peuple et son esprit avec de l'argent.

Cette proposition vise à légitimer l'occupation israélienne et à révoquer l'histoire du peuple palestinien et ses droits inaliénables légitimes, en particulier le droit au retour des réfugiés palestiniens et le droit à l'autodétermination, dans une tentative d'éliminer complètement et définitivement la question palestinienne. [...]

Dans sa déclaration du mardi 28 janvier 2020, le Président Trump n'a rien proposé pour l'égalité, mais a plutôt consolidé l'hégémonie israélienne et l'assujettissement des Palestiniens à celle-ci. Cela signifie que le conflit va continuer, que les effusions de sang vont continuer, que la haine et les traitements inhumains vont persister.

L'argent offert n'est qu'une insulte à tous les Palestiniens et à l'humanité dans son ensemble, car il rappelle l'époque de l'esclavage où les êtres humains étaient échangés, achetés et vendus pour de l'argent. Jérusalem n'est pas un bien à vendre, les Palestiniens ne sont pas à vendre. [...]

Aujourd'hui, nous demandons aux Églises et aux chrétiens du monde entier de se lever face à l'injustice contre le peuple palestinien et d'exiger de leurs pays qu'ils rejettent catégoriquement le prétendu « Deal du siècle », en répétant que ni la paix ni la justice ne peuvent prévaloir tant que la justice n'est pas respectée, que l'occupation est n'est pas terminée et que les Palestiniens ne voient pas tous leurs droits satisfaits.

saisis lors d'une guerre défensive [sic] est une rareté historique » et que le fait qu'Israël se soit déjà retiré d'une partie d'entre eux est une « concession significative ». No comment. On notera au passage que le mot « occupation » n'apparaît pas une seule fois dans les 181 pages du plan Trump.

Concernant Jérusalem, pas davantage de surprises : « Jérusalem demeurera la capitale de l'État d'Israël, et restera une ville non divisée ». Dans la continuité de la décision de déplacer l'ambassade US à Jérusalem en novembre 2017, totalement contradictoire avec le droit international, le plan Trump entérine donc le caractère irréversible de l'annexion de la ville. Et il va même un peu plus loin en affirmant que c'est à l'État d'Israël d'assurer la protection de l'ensemble des lieux saints, et donc d'y exercer une pleine souveraineté. Provocation ultime, le « Deal du siècle » précise que « la capitale souveraine de l'État de Palestine pourra se trouver dans la partie de Jérusalem-Est située dans les zones à

l'est et au nord de l'actuelle barrière de sécurité [le mur], comprenant Kafr Aqab, la partie orientale de Shufat et Abu Dis, et pourra être nommée al-Qods [Jérusalem en arabe] ou un autre nom choisi par l'État de Palestine ». En d'autres termes, les Palestiniens pourront rebaptiser des villes et villages du nom de Jérusalem et en faire leur capitale, alors qu'ils se situent à peine dans les faubourgs de la ville. Kafr Aqab, par exemple, est plus proche du centre de Ramallah que de celui de Jérusalem...

Une humiliation pour les Palestiniens

L'alignement sur les positions israéliennes est donc total, et il en va de même sur les autres questions. Concernant les réfugiés, on peut ainsi lire « [qu']il n'y aura ni droit au retour ni absorption d'un seul réfugié palestinien en Israël ». Les États arabes sont sommés d'intégrer les réfugiés et, si ces derniers sont invités à « retourner » dans le futur « État » de Palestine – alors qu'ils et elles revendiquent le retour sur

COMMERCE

Licenciements en rayon

Alors que la mobilisation sur les retraites perdure, les licenciements en série se poursuivent dans le commerce.

Plusieurs plans dits « sociaux » ont été annoncés, dans la grande distribution comme dans l'habillement, qui ne font que confirmer une tendance lourde à l'œuvre depuis plusieurs années (cf. *l'Anticapitaliste* n°481 et 486).

Hécatombe

À Auchan, c'est un plan de départs volontaires qui a été confirmé le mois dernier et qui vise 517 emplois, au siège et dans les services support mais pas en magasins, une première dans l'entreprise nordiste.



Derrière des formules ronflantes telles que « gagner en efficacité opérationnelle » et en « agilité », il s'agit en fait de doubler en deux ans la rentabilité actuelle là où elle est déjà au rendez-vous.

À Cora, ce sont plus de 1000 emplois qui doivent être supprimés suite à la signature d'un accord de flexibilité par plusieurs syndicats. En effet, près de 10% des personnels de l'enseigne refusent de voir leurs conditions de travail tirées vers le bas, ce qui va donner lieu à la négociation d'un plan social...

Après la fermeture de 13 magasins sur 28 de l'américain Gap, dont celui des Champs-Élysées, c'est l'enseigne néerlandaise C&A, après un premier plan l'an dernier, qui annonce la fermeture de trente boutiques supplémentaires. Ces décisions sont sans doute le prélude à un désengagement total de la France, comme on l'a vu avec New Look, afin de ne pas tomber sous le coup de la loi Florange qui oblige à rechercher un repreneur dans une entreprise ou un groupe d'au moins 1000 salariés.

Impensés de la situation

À chaque fois, le développement de la vente en ligne est brandi comme explication. Pourtant, ces entreprises ne justifient pas de réelles difficultés économiques, recourant y compris à un PDV ou une rupture conventionnelle collective pour ne pas les motiver, ou bien organisent des pertes nationales par des montages financiers internationaux sophistiqués.

Pendant ce temps-là, ce sont toujours les soutiers qui endurent ces décisions, en particulier les femmes qui sont majoritaires dans ces professions et qui en paieront une seconde fois le prix lors de leur retraite. C'est bien au blocage des salaires par nombre d'entreprises, supporté aussi bien par leur clientèle que par leur personnel, qu'il faut s'attaquer, c'est le versement inconditionnel du CICE à celles-ci qu'il faut remettre en cause.

LD

BD ET LUTTES SOCIALES **LBD 2020, chaud le 47^e festival BD d'Angoulême!**

Marion Maigne, présidente du jury du 47^e festival d'Angoulême, avait annoncé la couleur dès le 17 janvier: pas d'opération «BD2020» sans revalorisation de la situation sociale des auteurEs. Les dessinateurEs, scénaristes, coloristes et l'ensemble du secteur organiseraient une grève et une manifestation pendant le festival, le vendredi 31 janvier.

Personne ne pouvait alors prévoir que Macron lui-même allait donner un sacré coup de pouce à la mobilisation des auteurEs et à la convergence des luttes.

Acte 1, mercredi 29 janvier, ça commence fort!

Traditionnellement, le mercredi est réservé à la profession et à la presse, ainsi qu'à la proclamation du Grand Prix de l'année en soirée, cérémonie qui ouvre officiellement le festival d'Angoulême¹. Tout le déroulement de la journée est plus ou moins calé sur les heures d'arrivée des TGV et autres trains. Petit problème cette année car il y avait grève interprofessionnelle contre le projet de réforme des retraites et que, contrairement à la propagande gouvernementale et des médias, les travailleurEs sont toujours mobilisés, les cheminotEs en particulier. Perturbations dans le trafic ferroviaire et grosse manifestation devant la gare d'Angoulême allaient donner le ton à la journée et permettre à quelques auteurEs d'être solidaires du mouvement entamé le 5 décembre tout en réfléchissant à la visite de Macron annoncée pour le lendemain.

Acte 2, jeudi 30, Macron et Riester se font piéger plusieurs fois!

Dès mercredi soir, les horizons charentais bleuisaient avec l'installation de plus de 2000 CRS et autres gendarmes mobiles. Jeudi matin, l'ambiance était électrique et Angoulême divisée en deux par le dispositif policier qui visait à interdire le «plateau» (la vieille ville) aux manifestantEs venues de l'extérieur d'Angoulême, et à sécuriser les rives de la Charente où se situent le CNBDI, le vaisseau Moebius, le Musée du papier ainsi que le lieu où Jupiter comptait déjeuner en



NPA/SC

compagnie de quelques auteurEs et responsables du festival.

À midi, les auteurEs invités par Macron lui préparaient une petite surprise en lui offrant un tee-shirt «BD2020» devenu «LBD2020» avec le symbole graphique (un chat) éborgné. Un peu pâle et le sourire contraint, Macron ne put jeter l'œuvre de Jul et la montra devant les caméras. Depuis, la photo fait le buzz et tous les syndicats de policiers hurlent au scandale pour notre plus grand plaisir. Un peu avant 13 heures, des milliers de manifestantEs, dont des auteurEs, se tassaient sur le parvis de l'hôtel de ville et empêchaient l'intervention de Franck Riester, ministre de la Culture, puis la déambulation en centre-ville prévue par Macron. En milieu d'après-midi les manifestantEs se retiraient. Certains (CGT, FSU, Gilets jaunes) étaient venus de Poitiers, Niort, La Rochelle, Marennes. Une belle réussite!

Macron ne put franchir les remparts pour se rendre au théâtre qu'après 18 heures. Le dispositif policier aura quand même empêché des milliers de visiteurEs de parcourir les bulles et expositions. Merci Macron pour les recettes du festival!

Acte 3, vendredi 31, grève et manifestation historique des auteurEs

Débarassé de la horde à Macron, le festival faisait le plein de visiteurEs vendredi. Quelques jours auparavant et dans le cadre de BD2020, le ministre avait enfin sorti son rapport (dit rapport Racine) sur la situation des auteurEs, toujours plus précaires alors que le secteur connaît une croissance annuelle à deux chiffres. Le rapport est accablant sur la situation des auteurEs qui, avec humour, l'ont parodié sous le nom de «2020 année de la bande décimée». Les autorités publiques reconnaissent qu'il y a urgence à intervenir pour améliorer la situation des créateurEs: reste à prendre des mesures! Mais dans la BD comme ailleurs, rien ne se fait sans rapport de forces, et les auteurEs l'ont magnifiquement fait savoir en organisant une grève et une manifestation qui fera date.

«Donnez nous des BD, pas des LBD»: à 16 h 30, une écrasante majorité des auteurEs ont posé leurs crayons et quitté leur stand sous les différentes bulles pour converger vers la place Hergé, se regrouper, diffuser du matériel, tandis qu'un groupe de théâtre improvisé par des enseignantEs en grève d'Angoulême donnait une représentation de convergence des luttes très applaudie. Rejointe par des centaines de sympathisantEs, c'est une manifestation de 1500 personnes (dont le NPA 16) qui se sont dirigés vers l'hôtel de ville où les auteurEs ont tenu une assemblée avec promesse de continuer collectivement leur mouvement. La BD a donc montré tout son potentiel de contestation et de mobilisation dans le cadre du plus grand festival du monde, dont l'équipe d'animation a su faire ce qu'il fallait pour que tout se passe bien et que les auteurEs puissent espérer voir leurs revendications avancées et satisfaites. Mais et le festival, les expositions, les prix dans tout ça? Eh bien, ce fut également grandiose (voir notre article p. 10).

Sylvain Chardon

1 - Emmanuel Guibert a reçu le Grand Prix 2020, voir notre article page 10.

ÉDUCATION **Suicide de Christine Renon: le trentième de la honte**

Ce n'est même plus une provocation, c'est une gifle en plein visage. En plein mouvement de contestation sur les retraites et contre les E3C au lycée, c'est ce que se sont dit les enseignantEs qui ont découvert, sur leur fiche de paie, une retenue sur salaire pour le jeudi 3 octobre dernier.

Ce jour-là se tenaient les obsèques de leur collègue, Christine Renon, directrice d'école «épuisée» par son employeur, l'Éducation nationale, qui s'est suicidée sur le lieu même de son école, à Pantin. La vague d'émotion et d'indignation qui a suivi a été énorme et s'est traduite notamment par un rassemblement impressionnant, le 3 octobre, devant la Direction des services départementaux de l'Éducation

nationale (DSDEN) de Bobigny.

Ça ne peut plus durer

En refusant d'accéder à la demande faite par les syndicats de ne pas retirer de salaire pour cette journée-là, le ministre Blanquer tombe le masque et se montre tel qu'il est: un Terminator de l'École, pas même capable d'une empathie de façade pour ses personnels.

En réalité nous exigeons bien plus, car la situation ne peut plus durer. On aurait



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

pu croire qu'après Christine Renon, les enseignantEs auraient été davantage

écoutés, les politiques qui dégradent davantage chaque jour les conditions d'enseignement, notamment en Seine-Saint-Denis, infléchies... Il n'en a rien été et cette ultime injure à la mémoire de notre collègue en est la preuve.

Blanquer nous déteste donc à ce point qu'il n'honore même pas notre deuil? Nous lui répondons que nous le détestons davantage encore, et qu'il n'en a pas fini avec nous.

Correspondant

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

Un week-end pour s'organiser, un mois pour bloquer: la coordination de l'ESR prend forme

Le week-end des 1^{er} et 2 février s'est tenue, à Saint-Denis, la première Coordination nationale des facs et labos en lutte. Plus de 700 personnes de toute la France y ont participé pour discuter de la mobilisation dans l'ESR contre la réforme des retraites et la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR).

Le premier temps de discussion a permis de faire un état des lieux et de voir les différents niveaux de mobilisation qui existent, notamment avec quelques facs où les cours sont annulés (comme Paris 8) et une grande majorité où les cours ont encore lieu. Le

lien entre le mouvement interprofessionnel contre la réforme des retraites et nos revendications sectorielles est apparu comme une évidence, tant le mouvement dans les universités a pris grâce au premier, même si les équipes militantes ont commencé le travail depuis la rentrée de septembre.

LYCÉES Déferlante contre les E3C

Les épreuves de contrôle continue du bac Blanquer ont été perturbées dans plus d'un lycée sur trois. La profonde mobilisation lycéenne qui secoue le pays résonne dans un climat social déjà bouillant depuis le début de la grève et ouvre un axe de contestation supplémentaire.

Le 28 janvier, 1000 lycéenEs se rassemblent dans la cour du lycée Ella-Fitzgerald de Vienne (69) autour du slogan « Annulons les E3C! ». Même la présence policière aux portes (puis au sein) du lycée n'a pas réussi à étouffer la jeunesse qui a débrayé les épreuves.

« On essaye de les soutenir et de les rassurer face à l'administration »

Ce slogan a été repris dans plus de 500 établissements qui se sont mobilisés et qui ont largement perturbé le nouveau bac Blanquer. À Nantes, Lille, Rouen, Strasbourg, Bordeaux et dans tout le pays, les E3C ont été l'explosion qui a permis à des milliers de lycéenEs de se joindre au mouvement du 5 décembre. En faisant fleurir les poubelles en feu devant les portes des établissements, les lycéenEs se posent en renouveau de foyer de la colère contre le gouvernement.

L'ambiance posée par la grève reconductible et l'implication des professeurs a infusé une combativité parmi les élèves. « Il y a quinze profs en grève reconductible dans le lycée, ça nous pousse à nous y mettre aussi », raconte une lycéenne de Louis-le-Grand à Paris qui a réussi plusieurs blocages. « On essaye de les soutenir et de les rassurer face à l'administration », témoigne un enseignant de Grenoble. Cette solidarité est représentative d'un mouvement qui regroupe largement des secteurs différents et dans les manifestations, cela se traduit par la présence de lycéenEs derrière les banderoles de leurs professeurEs. Au lycée Colbert (Paris), ce sont également des parents d'élèves qui ont aidés à bloquer les E3C. En face, le gouvernement déchaîne toutes les dimensions de la répression administrative. Des lycéenEs se font interdire l'accès aux épreuves, menacés de 0 ou de conseil de discipline. Les policiers gazent, frappent et interpellent. À Ravel (Paris), trois lycéenEs ont été déférés au tribunal.

Ancrer solidement le mouvement

Mais la combativité et la détermination des lycéenEs est toujours là. Au-delà de l'action de blocage, l'enjeu pour les lycéenEs et de se saisir pleinement de cadres démocratiques pour ancrer solidement le mouvement et faire participer le plus de lycéenEs possible. Déjà dans plusieurs lycées, des assemblées générales se tiennent pour décider de la suite du mouvement. Il faut généraliser ces cadres et les massifier pour qu'un maximum de lycéenEs participe directement aux décisions de la lutte. De plus, la profondeur du mouvement



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

et le nombre de lycées impliqués pose la question de la coordination des lycéenEs entre eux. À Lyon, c'est une dizaine de lycées qui sont représentés dans les assemblées interlycées. À Strasbourg, une interlycée permet de monter des cortèges lycéens pour

les manifestations. Dans la continuation de ces initiatives, il faut construire une réelle coordination nationale des lycéenEs, émanant des AG et s'affirmant comme direction du mouvement en décidant des suites.

Correspondante

HAUTE-SAVOIE MobiliséEs contre l'implantation d'Amazon

Un rassemblement contre l'implantation d'Amazon a eu lieu à Annecy-Seynod dimanche 2 février, avec 200 personnes sous une pluie battante.

Le terrain a été envahi. Ont pris la parole, devant la presse, Extinction Rebellion, l'union syndicale Solidaires, l'union locale CGT Annecy, Attac 74, Europe Écologie-Les Verts, Greenpeace et le NPA 74. Nous étions présents avec notre banderole « Nos vies, pas leurs profits ».

Désastre écologique et social

Le monde d'Amazon est un désastre écologique et social, l'un n'allant pas sans l'autre. Le monde d'Amazon est un monde sans emplois. On estime que, pour un emploi créé par la firme de Jeff Bezos, deux emplois sont détruits dans le secteur commercial. Le monde d'Amazon est un monde sans fiscalité ni démocratie. Amazon déclare ses profits dans des paradis fiscaux comme le Luxembourg.



DR

Après l'ouverture de son premier entrepôt français à Saran, dans le Loiret, Amazon a inauguré, en présence du secrétaire d'État au numérique, un entrepôt géant équipé de 4000 robots à Brétigny-sur-Orge dans l'Essonne. Mais les emplois promis par Amazon conduisent à l'aveuglement des élus et des membres du gouvernement, qui préfèrent couper les rubans plutôt que de s'interroger sur la disparition de milliers de commerces de proximité pourvoyeurs d'emplois et de lien social partout en France.

Il est urgent de stopper la construction de nouvelles infrastructures d'Amazon et de nous mobiliser pour le développement d'une économie locale créatrice d'emploi, génératrice de lien social tout en étant compatible avec les impératifs climatiques. Seules les actions citoyennes comme celle d'aujourd'hui pourront perturber l'activité d'Amazon et promouvoir des alternatives afin de libérer toujours plus de monde de son emprise néfaste. Nos vies valent plus que leurs profits!

Correspondant

SAINT-JULIEN-MOLIN-MOLETTE Malgré la forte opposition, le préfet autorise l'extension de la carrière

Le 15 janvier, les obsèques symboliques du village de Saint-Julien-Molin-Molette étaient organisées par le collectif¹ qui se bat depuis des années pour la fermeture de la carrière des Gottes (cf. *L'Anticapitaliste* n°402 et 414).

Quelques jours auparavant, le préfet de la Loire publiait un arrêté autorisant Delmonico-Dorel à exploiter le site pendant 30 ans de plus tout en augmentant sa superficie de 18 à 28 hectares et le tonnage extrait de 150 000 à 165 000 tonnes par an.



STOPCARRIERE.NOBLOGS.ORG

Ballet incessant de camions

Cette carrière est située en plein cœur du Parc naturel régional du Pilat et son exploitation génère des pollutions multiples (poussières, pollution des eaux, défiguration du paysage), aggravés par une radioactivité naturelle élevée comme l'a montré la CRIIRAD.

Le village est traversé par un ballet incessant de camions rarement propres, trop bruyants et souvent trop rapides (les accidents sont fréquents). En 2018, le préfet avait pris un premier arrêté déclarant le projet d'intérêt général, ce qui lui permettait de modifier d'autorité le Plan local d'urbanisme (PLU) contre la décision de la mairie qui ne souhaitait pas que la carrière s'étende. Lors de l'enquête publique préalable, la question du trafic avait conduit le commissaire enquêteur à donner un avis défavorable: « Les problèmes de bruit, de poussière et de sécurité dans la traversée du village ne sont pas abordés dans le dossier. [...] Le silence du dossier sur ces points est difficilement compréhensible ».

L'arrêté pris en janvier 2020 a lui aussi fait l'objet d'une enquête publique, lancée en catimini en août 2019 et boycottée par le collectif d'opposants: « Que nous soyons pour ou contre, notre avis ne compte pas ». Et cette fois-ci, c'est un commissaire enquêteur plus conciliant qui a donné un avis favorable, à la condition que la question des camions soit réglée... plus tard! Le carrier aura deux ans pour étudier la « faisabilité de solutions alternatives » à l'actuel itinéraire d'accès, et le préfet aura trois ans de plus pour prescrire des mesures... proposées par le carrier. Difficile de croire que cela aboutira à une solution satisfaisante: une étude avait déjà été conduite en 2012, le carrier concluant à l'époque qu'il lui faudrait multiplier par trois le volume exploité (soit 500 000 tonnes par an), pour pouvoir financer une déviation très coûteuse. Pour le commissaire enquêteur de l'époque, cette proposition était une « provocation ».

Les opposantEs ne baissent pas les bras et envisagent un recours au tribunal administratif. La lutte continue!

Commission nationale écologie

1 - <https://stopcarriere.noblogs.org/>

Un rendez-vous riche en discussions

Un meeting a suivi pour donner la parole aux premiers secteurs mobilisés: les salariéEs de la SNCF et la RATP ont expliqué que, s'ils arrêtent la grève reconductible pour l'instant, ils sont toujours déterminés à obtenir le retrait; les bibliothécaires ont présenté leur coordination et leur lutte très forte en région parisienne; et pour conclure les enseignantEs ont parlé de leur mobilisation contre le bac Blanquer et de la nécessité d'un mouvement de la maternelle à l'université.

Le reste de la coordination a été organisé autour d'ateliers permettant d'élaborer de manière plus efficace. D'abord un temps par statut (titulaires, BIATOSS/ITA, précaires et étudiantEs), qui a permis de libérer la parole sur les conditions de travail ainsi que certaines revendications

ou modalités d'actions spécifiques. Par exemple chez les BIATOSS/ITA, les questions de management nocif et d'invisibilisation du travail ont été longuement évoquées. Ensuite, des temps de groupes de travail sur des sujets plus précis ont fait émerger tant des points d'accord que de divergence, qui devront être discutés plus longuement dans les AG locales, ce qui nous permettra d'homogénéiser les prises de position et les revendications. Malgré quelques limites – les participantEs n'étaient pas clairement mandatés, la surreprésentation de l'Île-de-France ou la faible participation des étudiantEs (une soixantaine) –, les débats ont été intéressants. La question de comment bloquer (arrêt des enseignements, du travail de recherche et administratif) ainsi que ses conséquences (non-délivrance des diplômes

ou validation automatique) ont été l'objet de divergences, notamment avec les étudiantEs. Pour ces dernierEs, la non-délivrance de diplômes peut mener à des pertes de bourses pour les années suivantes et, au vu de l'augmentation de la précarité, cela doit rester en tête lors de la décision de nos modalités d'action.

Pour une première coordination, le collectif des facs et labos en lutte a clairement réussi son objectif: réunir les militantEs de l'ESR, se doter d'un calendrier commun de mobilisation et donner l'envie de tout bloquer! C'est d'ailleurs le programme que l'on s'est fixé, en continuant à participer à la mobilisation interprofessionnelle, et avec des journées spécifique ESR comme celles du 5 et du 11 février. Le point d'orgue étant le blocage complet des facs



FB SORAYA G.

et des labos à partir du 5 mars et une nouvelle coordination les 6 et 7 mars. Plus vite nous gagnerons contre la réforme des retraites, plus nous serons

en position de force pour défendre notre contre-projet pour une université ouverte!

Valentin Pantin



Les comités en action!

Week-end de formation du NPA-Étincelle: pour une jeunesse communiste et révolutionnaire!

Samedi et dimanche derniers se tenait à Paris le week-end de formation de la Fraction l'Étincelle, tendance du NPA et plus grosse minorité de son secteur jeunes. Au programme: des ateliers, des débats et beaucoup de discussions entre des jeunes de tout le pays pour creuser ensemble les idées communistes et révolutionnaires. Alors que depuis 2016, les mobilisations s'accroissent, avec encore le récent épisode de la grève à la RATP et à la SNCF, c'était le moment, pour des lycéenEs et des étudiantEs assez jeunes qui militent depuis parfois déjà quelques années, de se retrouver pour faire le point sur ces expériences et de dresser des perspectives pour les temps à venir.

Luttes et compréhension

Où en sont les révoltes au Moyen-Orient? Où vont les Gilets jaunes? Qui est le prolétariat du 21^e siècle? Que nous apprend la séquence 1934-1938 et la politique des organisations de gauche face à une révolution qui a commencé? Que faire sans planète B? Quelle est la signification du programme du CNR? Voilà les questions qui ont pu être abordées dans les différents ateliers. Le samedi matin dès 9h30, 80 personnes se sont retrouvées en plénier pour discuter de la situation bouillante au Chili. Le samedi soir, un débat sur la mobilisation en cours contre la réforme des retraites a réuni 110 personnes, avec la présence de camarades cheminots, enseignants et salariés de la RATP. Le débat a été riche et nourri sur l'intervention des révolutionnaires dans les mobilisations. Nos camarades sont notamment revenus sur les expériences de comité de grève et de coordinations des grévistes, véritable organes de construction de la grève et embryons d'une direction alternative à celle des directions syndicales.

Combat politique et révolution

Soif de lecture et de formation théorique: les classiques du marxisme se sont vendus comme des petits pains. Le féminisme et l'écologie ont également fait recette. Les bandes dessinées d'Emma, présente pour une dédicace le dimanche après-midi, ont instantanément trouvé leur public. Le plénier final a réuni 90 personnes pour discuter, à partir de l'exemple du Hirak algérien, de la nécessité pour le prolétariat de tous les pays, de se doter d'un parti capable de déjouer les mauvais coups de la bourgeoisie et d'avancer des perspectives indépendantes, celles qui permettent aux travailleurEs d'aller au bout de leurs luttes, et pourquoi pas jusqu'à la révolution internationale. Alors que le monde est en effervescence, c'est plus que jamais un tel parti que nous devons construire.

Bastien Thomas

L'Anticapitaliste la revue

Le n°112 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.
Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Elections municipales

Dans la métropole bordelaise, des listes pour faire entendre la voix des travailleurEs en toute indépendance

Si, sur la commune de Bordeaux, une majorité des militantEs ont fait le choix de constituer une liste menée par un binôme constitué de Philippe Poutou et d'une représentante de La France insoumise, sur cinq autres communes de la Métropole, le NPA est engagé dans la constitution de listes ouvertes mais indépendantes des partis de gauche.

C'est le cas à Blanquefort avec Vincent Alauze, ouvrier de Ford licencié ce 31 janvier, à Cenon avec Christine Héraud, enseignante spécialisée, et à Lormont avec Monica Casanova, professeure, toutes deux conseillères municipales depuis 19 ans, ou encore à Mérignac avec François Minvielle, enseignant, et à Pessac avec Isabelle Ufferte, infirmière retraitée et ancienne élue.

Faire entendre la voix de notre camp social

Les nouveaux liens tissés au cœur des luttes, des blocages, des interpros, des débats sur quelles perspectives pour nos luttes, sur la nécessité de prendre nous-mêmes nos affaires en main, en rupture avec le dialogue social, les questionnements sur les « débats » parlementaires, trouvent leur prolongement naturel dans les discussions sur la nécessité de faire entendre la voix de notre



Manifestation des salariés de Ford Blanquefort. PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

camp social et nos exigences dans les municipales.

La question politique est au cœur de toutes les discussions entre militantEs, quelles que soient les générations, militantEs de longue date ou qui s'éveillent au combat social et politique. La radicalité nouvelle a besoin de clairvoyance, de prendre la mesure des rapports

de forces pour poser la question d'une société débarrassée de l'oppression, du capitalisme.

« Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur »

La rupture s'approfondit avec les illusions institutionnelles, syndicales et parlementaires. Dans la

foulée des Gilets jaunes, le mouvement contre les retraites exprime la fierté des travailleurEs, avec ou sans emploi, salariéEs ou auto-entrepreneurEs, dans le public ou dans le privé, syndiquéEs et non syndiquéEs. Une fierté, une confiance en soi retrouvée qui rendent évidente pour les militantEs du mouvement l'organisation démocratique, à la base, en toute indépendance des appareils. Des ruptures qui permettent de poser, au-delà de l'anticapitalisme, la question du pouvoir et de la révolution en termes nouveaux. Alors bien sûr, constituer les listes alors que nos énergies ont depuis des semaines été absorbées par le mouvement n'est pas évident. Mais si nous avons pris du retard, la dynamique est en cours. La liste est complète à Pessac, et avance sur les autres communes. Nombre de nouvelles et nouveaux camarades sont prêts à s'engager avec nous, travailleurEs du public et du privé, profs, cheminotEs, ouvriers licenciés de Ford, hospitalierEs, demandeurEs d'emploi, retraitéEs, Gilets jaunes...

Le débat sur les « débouchés » est au cœur des débats militants : « débouché institutionnel, électoral », comme le proposent les partis de la gauche parlementaire ou « nécessaire structuration politique du mouvement posant la question du renversement du capitalisme et du pouvoir des travailleurEs » ? Ce débat traverse le mouvement anticapitaliste et se réfracte aussi dans ces élections.

Isabelle U.

47^e festival BD d'Angoulême

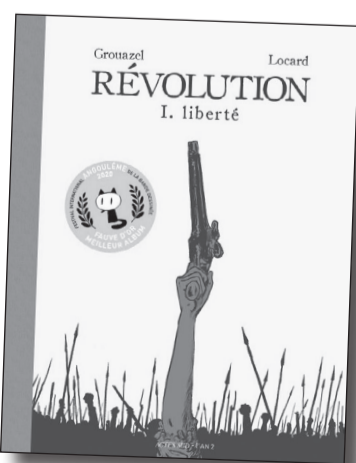
Le fond artistique était aussi rouge!

Retour sur le palmarès du festival.

Younn Locard et Florent Grouazel ont remporté le Fauve d'Or du meilleur album de l'année pour leur premier tome de la BD *Révolution, liberté*, lors d'une cérémonie en phase avec l'esprit contestataire de ce 47^e festival d'Angoulême (voir notre article page 8).

Un Fauve d'Or révolutionnaire

Le premier volet de ce récit choral, prévu en 3 tomes, se focalise sur les débuts de la Révolution de 1789 en donnant plus la parole au peuple qu'aux députés et aristocrates déçus. Le vent de la Révolution, à travers un bouillonnement graphique, souffle dans les rues parisiennes de l'époque. Il a soufflé aussi sur la cérémonie de clôture d'Angoulême 47. Une centaine d'auteurEs sont en effet montés sur scène pour faire entendre la voix d'une profession en précarisation aggravée alors que les principales maisons d'édition augmentent ventes et profits. Fabien Vehlmann et Gwen de Bonneval, auteurs du



*Dernier Atlas*², ont notamment pris la parole et cité le montant payé (4000 euros) pour des ouvrages de 200 pages en sélection cette année à Angoulême. Quand c'est assez, c'est assez, comme on l'a vu en 1789! *Révolution*, une BD recommandable qui n'a volé ni son Fauve ni son nom.

Un Fauve du polar pas en reste!

Avec *No Direction*³, c'est Emmanuel Moynot qui remporte le prix du polar. L'auteur, qui s'est fait connaître du grand public en reprenant le Nestor Burma de Jacques Tardi, obtient donc une première grande consécration. En solidarité avec le mouvement, il est monté sur scène pieds nus et a déclaré qu'il se « sentait plus proche des va-nu-pieds que des chaussures cirées ». D'ailleurs dans *No Direction*, Moynot suit deux misérables tueurs en série à travers une Amérique crasseuse qui se dégingle. Équipée sanglante et sans espoir, vouée à l'échec et à la violence, *No Direction* est une comédie humaine. On peut savourer le fait que ce Fauve soit parrainé par la SNCF... Bien d'autres excellentes BD ont été primées et nous aurons le temps d'y revenir pendant l'année « LBD2020 ». Le palmarès officiel



Emmanuel Guibert, Grand Prix 2020

Trois années de suite, il est arrivé en tête du premier tour, mais s'était fait coiffer d'un fil au second par Richard Corben en 2018 et la mangaka Rumiko Takahashi l'an passé. La troisième a été la bonne, et Emmanuel Guibert n'a pas caché sa satisfaction en poussant la chansonnette pour dériver les « officiels ». De *Soldat Alan* au *Photographe*, Emmanuel Guibert est un auteur à la carrière exemplaire et engagée.

du festival est disponible sur le site www.BDangouleme.com.

Un prix pour le démocrate algérien Nime

Angoulême ne serait plus Angoulême sans ces centaines de petites maisons d'édition indépendantes et les animations et récompenses « off de off ». Cette année, c'est un dessinateur satirique algérien, Nime (Benabdelhamid Amid), formé à Angoulême et sorti des geôles des militaires algériens grâce à une campagne menée par le CNBDI, qui a reçu un prix très symbolique. Libéré le 2 janvier, le dessinateur du quotidien *el Watan* a pu se rendre à Angoulême et ne souhaite qu'une chose : « retourner au combat » et se servir de son prix comme bouclier contre la censure.

Des expositions à couper le souffle

Les amateurEs de la série *Walking Dead* se sont précipités à la médiathèque Alpha pour retrouver leur frayerie et aussi l'espoir d'un monde meilleur. L'auteur Robert Kirkman et son dessinateur Charlie Adlard étaient présents. Ils ont été choyés et étaient eux-mêmes soufflés par la virtuosité de la mise en scène. Exposition éphémère hélas. Heureusement, bien d'autres expositions vont se prolonger dans les différents musées d'Angoulême. À suivre donc.

Sylvain Chardon

- 1 - Une BD Actes Sud, 336 pages, 26 euros.
- 2 - *Le dernier Atlas*, une BD Dupuis, 205 pages, 24 euros. Voir *L'Anticapitaliste* du 19 décembre.
- 3 - Une BD Sarbacane, 160 pages, 24 euros.

La fin de « Vienne la rouge »

Deuxième partie : vers février 1934

« Durant un an, la victoire sans lutte du fascisme allemand a pesé sur le prolétariat international [...]. C'est alors que, entouré à l'extérieur de puissants États réactionnaires, à l'intérieur de deux courants contre-révolutionnaires, le prolétariat autrichien se souleva »¹.
 « Ceux de Vienne ont toujours attendu, espérant que les militaires resteraient à l'écart. Ce fut une grosse erreur. Février était un soulèvement qui est né de l'âme du peuple, de la colère du peuple. »²

Juillet 1927 constitua bien un point tournant. Certes, la social-démocratie demeurait une force considérable. Elle avait d'ailleurs progressé aux élections d'avril 1927 et constituait le groupe parlementaire le plus important, mais la crédibilité d'une action déterminée du Schutzbund était gravement atteinte. Les courants de droite n'avaient jamais accepté les réformes sociales et la démocratisation de l'Autriche. Le bloc des partis bourgeois appuyé par la Heimwehr (milice armée financée par le patronat, les banques et également par Mussolini) passa donc à l'offensive. En 1929, la Constitution fut modifiée dans le sens d'un renforcement de l'exécutif ouvrant la possibilité de contourner le Parlement et de gouverner par décrets-lois. La droite employa la « tactique du salami » : chacune de ses actions ne paraissait pas assez grave pour justifier l'insurrection armée, mais marquait un recul des positions de force des travailleurs et démolissait ces derniers. Par ailleurs, surtout à partir de 1931, la crise économique mondiale provoqua une hausse du chômage et mit en difficulté le « modèle social » viennois. Dans le même temps, le glissement à droite d'une large partie de la direction sociale-démocrate et des responsables syndicaux se confirmait. Enfin, les nazis commençaient à émerger en Autriche ; partisans du rattachement à l'Allemagne, ils étaient en opposition au bloc des partis bourgeois et de la Heimwehr qui, soutenu par l'Italie, évoluait vers un « austro-fascisme ».

Vers la fin

Face à la crise, les syndicats sociaux-démocrates cautionnèrent d'incessants reculs sur le terrain de la défense des salaires et des conditions de travail. Sous l'impact du chômage (en 1933, un tiers de la population active n'avait pas de travail) mais aussi de la démolition, les effectifs syndicaux reculérent tandis que les provocations gouvernementales se multipliaient. La Heimwehr fut intégrée au gouvernement du chancelier Dollfuss. En février 1933 eut lieu une grève des cheminots. Le gouvernement répondit en utilisant l'armée, en arrêtant les grévistes et en sanctionnant les travailleurs. Le 4 mars 1933, tirant partie d'un blocage parlementaire, Dollfuss commença à gouverner par décrets. Le 15 mars, il fit intervenir la police pour empêcher la réunion de l'Assemblée. La Cour constitutionnelle fut également mise hors-jeu. Face à une telle violation de la Constitution, c'eût été le moment d'agir. Comme l'expliqua par la suite Otto Bauer lui-même, « nous aurions pu riposter le 15 mars en appelant à une grève générale. Jamais les conditions de succès n'avaient été meilleures. Les masses des travailleurs attendaient notre signal [...]. Mais nous avons reculé, en plein désarroi, devant le combat ». La voie vers l'austro-fascisme était ouverte. Le 31 mars, le Schutzbund fut dissous (mais continua de subsister), puis ce fut la censure de la presse, l'interdiction du Parti communiste (et du parti nazi : le projet de Dollfuss était un État autoritaire dans une Autriche indépendante, alors que les nazis voulaient l'union avec l'Allemagne), le rétablissement de la peine de mort, la création de camps pour les opposants



Soldats de la Bundeswehr à Vienne le 12 février 1934. DR

politiques, la destitution des directions syndicales élues. Le SDAPÖ se contentait de protestations, surtout verbales, tandis que sa direction était déchirée : l'aile droite avec Karl Renner préconisait l'adoption d'une politique prétendument réaliste (abandon du programme révolutionnaire et recherche d'un accord de coalition gouvernementale). La démolition des travailleurs et des militants sociaux-démocrates ne cessait de s'amplifier, atteignant même le Schutzbund. En janvier 1934, Dollfuss était désormais décidé à se débarrasser du parti social-démocrate et la direction du parti le savait. Le 21, la vente de l'*Arbeiter-Zeitung* fut interdite et ensuite des perquisitions commencèrent pour saisir les armes du Schutzbund. Le 11 février, Fey, vice-chancelier et chef de la Heimwehr de Vienne déclara : « Demain, nous nous mettrons au travail, et nous allons faire un travail radical ». Au même moment, les dirigeants du Schutzbund de la ville de Linz décidèrent qu'ils résisteraient à toute tentative de les désarmer. La direction du parti essaya de les dissuader mais le message en ce sens ne parvint pas à Linz et, le 12 février, les policiers qui venaient perquisitionner les locaux du Parti socialiste essayèrent des coups de feu. Devant ces nouvelles, des grèves éclatèrent spontanément à Vienne et des membres du Schutzbund allèrent chercher leurs armes. La direction sociale-démocrate était surprise. Otto Bauer et Julius Deutsch (le chef du Schutzbund) se rallièrent à la nécessité de la grève générale et de l'insurrection. Mais c'est à reculons, avec une seule voix de majorité dans la direction, que fut enfin lancé un appel à la grève générale et à la mobilisation du Schutzbund. Parallèlement était tentée une ultime concertation avec le président chrétien-social du Land de Vienne... Pendant que les dirigeants discutaient, des heures précieuses avaient été perdues dans la confusion. Des armes furent par exemple distribuées, puis reprises car il fallait attendre...

« Nous étions nous-mêmes la direction »

Tandis que les dirigeants de la droite du parti restaient passifs, à l'écart de l'insurrection, ceux de la gauche ne tentèrent pas d'organiser et de diriger une offensive. Dans ce contexte, une partie seulement des troupes du Schutzbund viennois se mobilisa effectivement. Elles furent cantonnées dans leurs quartiers. Cela laissa le temps à l'adversaire de prendre position dans la plupart des points stratégiques et de les rendre impenables. Pourtant, un rapport gouvernemental admit plus tard que « les premières heures de l'après-midi, jusqu'à environ 14 h 30, avaient représenté une certaine période de faiblesse »³. Si, comme c'était prévu, le Schutzbund avait à ce moment-là occupé les ponts, les gares, les postes de police, les centres de communication, etc., le rapport de forces militaire aurait été différent. Le prix à payer pour une mobilisation spontanée et improvisée, tardivement avalisée sans enthousiasme par la direction centrale, fut la démobilisation de larges secteurs et une mauvaise coordination entre les différents groupes

insurgés. La grève générale fut un échec : la peur de perdre son travail pour un mouvement sans espoir était la plus forte. Les groupes du Schutzbund furent invités à se retirer dans les cités ouvrières. Un contemporain présent à Vienne insiste sur le fait que, contrairement à 1927, « ce ne seraient pas les travailleurs qui descendraient vers le centre, mais au contraire, les soldats du gouvernement qui gagneraient les faubourgs habités par les travailleurs »⁴. Le mouvement était largement livré à lui-même. Une formule résume la situation ressentie par bon nombre de combattants : « Nous étions nous-mêmes la direction »⁵. L'armée se lança à l'assaut des quartiers ouvriers de Vienne. Les travailleurs et les militants se défendirent avec courage, immeuble par immeuble, au point que le gouvernement décida d'avoir recours à l'artillerie. Des combats aussi violents se déroulèrent à Graz, à Steyr et dans de nombreuses villes industrielles. Les forces de répression mirent quatre jours à venir à bout de l'insurrection. Le nombre de morts du côté des combattants du Schutzbund

et de la population ouvrière s'éleva à plusieurs centaines, tandis que répression et intimidation s'abattaient dans l'ensemble de l'Autriche. L'expérience de l'Autriche de 1918 à 1934 est riche d'enseignements, tant dans ses différentes étapes que dans son aboutissement. La fin héroïque de Vienne la rouge contraste avec l'effondrement en 1933 du mouvement ouvrier allemand, social-démocrate et communiste. Après la défaite de 1934 vint, en mars 1938, l'Anschluss (rattachement à l'Allemagne nazie). Il ne s'agit pas de refaire l'histoire et de condamner indistinctement ses acteurs. Une tactique autre que celle de l'« accumulation des forces » n'aurait pas automatiquement mené au succès. Les débats qui ont parcouru la gauche de la social-démocratie autrichienne ont d'ailleurs également traversé les bolcheviks russes en septembre-octobre 1917 avec des moments difficiles pour Lénine et ceux qui soutenaient son point de vue, dont l'un s'exprimait ainsi le 5 octobre : « Ils [ceux qui préconisaient d'attendre en mettant notamment en avant la crise économique] oublient la contre-révolution. Nous devons dire que si nous laissons passer le moment, il n'y en aura pas d'autres ».⁶

Henri Wilno

- 1 – Kurt Landau, *la Guerre civile en Autriche, 1934*, réédité en 2008 par les Quaderni Pietro Tasso.
 - 2 – Interview de Franz Weiss (dont le père fut tué à Steyr en février 1934) dans le journal *Wiener Zeitung* du 5 février 2018 : https://www.wienerzeitung.at/dossiers/februar_1934/606005_Was-soll-den-passieren.html?em_cnt_page=2
 - 3 – Cité par Henri Marnier, « Il y a 80 ans, l'insurrection ouvrière du 12 février 1934 en Autriche », *Lutte ouvrière*, 28 février 2014.
 - 4 – George Clare, *Dernière valse à Vienne*, Payot, 1984, p. 162.
 - 5 – Cité par Irène Etzersdorfer, « Février 1934, dissolution des structures démocratiques en Autriche », *Austriaca-Cahiers universitaires d'information sur l'Autriche*, juin 1988.
 - 6 – Cité par David Mandel, *Les soviets de Petrograd. Les travailleurs de Petrograd dans la révolution russe (février 1917-juin 1918)*, 2017, éditions Syllepse et Page 2.
- Sur cette question du temps et du moment de l'action, voir aussi Daniel Bensaïd, « Les sauts ! les sauts ! les sauts ! », juillet 2002 : <http://danielbensaid.org/Les-sauts-Les-sauts-Les-sauts>

Documents

Voir les paragraphes consacrés à la période dans « Le mouvement ouvrier autrichien » sur le site du Maitron <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article197784>

Ataulfo Riera, Charles Heimberg, « Il y a 80 ans : La chute de Vienne la Rouge » <http://www.avanti4.be/debats-theorie-histoire/article/il-y-a-80-ans-la-chute-de-vienne-la-rouge>

Arbeiter-Zeitung

Organ der österreichischen Sozialdemokratie.

50 Heller. Erscheint wöchentlich. 10 Groschen.

Nr. 1. 25. Februar 1934. 1. Jahrgang.

Nach dem Kampf!

« Nos interventions d'assistance à personnes se multiplient et nous sommes dramatiquement en manque d'effectifs »

Entretien avec **Thomas**, pompier professionnel et responsable syndical CGT en Isère. Il revient pour nous sur la mobilisation des pompierEs et sur la manifestation nationale unitaire du mardi 28 janvier 2020 à Paris, qui a été marquée par d'importants affrontements avec les forces de police.

Mardi 28 janvier, vous manifestiez de nouveau à Paris à l'appel de l'intersyndicale. Pourquoi cette nouvelle manifestation nationale ?

Tout simplement parce que ça fait huit mois que nos revendications sont au point mort. Et il y en a marre... Nous le répétons inlassablement : vu l'aggravation de la crise et l'augmentation de la pauvreté, nos interventions d'assistance à personnes se multiplient et nous sommes dramatiquement en manque d'effectifs. Nous sommes confrontés aux mêmes difficultés que les personnels de santé ; nous sommes un des premiers maillons essentiels de la chaîne des secours pour soulager les souffrances de la population, mais nous manquons de moyens humains. Nous attendions des réponses précises concernant nos revendications et il n'y a toujours rien de concret. Je me suis déjà exprimé sur ce sujet, je pense que le dialogue social c'est de la fumisterie. Nous n'aurons rien de positif sans construire un puissant rapport de forces, si possible en convergence avec les autres secteurs en lutte.

Pourtant le gouvernement annonce qu'il a donné satisfaction à vos revendications ?

Ces déclarations sont de la foutaise. Concernant la retraite nous sommes toujours au même point, les pompierEs n'ont pas eu gain de cause. Le gouvernement nous prend pour des imbéciles. Castaner annonce la possibilité de partir à en retraite à 57 ans mais cet acquis nous l'avions déjà, il n'y a donc



aucune avancée sur le dossier retraite et l'âge pivot est toujours d'actualité et s'appliquera aussi aux sapeurs-pompierEs. Comme d'habitude on nous promet des pseudos groupes de travail, de synthèses, un observatoire, etc. mais tout ça c'est de la poudre de perlimpinpin pour essayer d'endormir le mouvement. On s'en moque de la réunionite à répétition, nous exigeons l'augmentation des effectifs professionnels. C'est urgent, on ne lâchera rien et on va continuer ! Quant à l'augmentation de la prime de feu qui « devrait » passer de 19% à 25%, ce que les médias ne précisent pas c'est que ça reste soumis à la bonne volonté des départements et ces derniers nous rétorquent à longueur d'année qu'ils n'ont pas de budget... cherchez l'erreur !

Et en plus ce processus est totalement injuste et révoltant : imaginons qu'un département plutôt riche applique l'augmentation de la prime de feu et qu'un département limitrophe plus pauvre ne l'applique pas ce serait quand même scandaleux. Pour nous, CGT, le mot d'ordre reste : même métier = mêmes droits !

L'intersyndicale a pourtant annoncé la suspension du mouvement ?

L'intersyndicale est composée de huit organisations syndicales : CGT, SUD, Fédération autonome, FO, UNSA, CFDT, CFTC, CGC. L'unité est toujours un combat. Pour plus d'efficacité nous avons essayé de garder le cadre unitaire (nous étions environ 10 000 pompierEs en manif à Paris) mais malheureusement nous n'avons pas la même stratégie pour gagner. En effet la CFDT, l'UNSA, la CFTC et la CGC ont rapidement souhaité une pause après les négociations

avec le ministère de l'Intérieur (ce n'est pas vraiment un scoop !) mais pas les autres syndicats et nous préparons un nouveau préavis de grève. Pour info, nous savons que des syndiquéEs de base de la CFDT et de l'UNSA contestent fortement leurs directions et c'est plutôt bon signe pour la suite du mouvement. On nous reverra dans les jours qui suivent dans la rue en défense de notre système de retraite par répartition, c'est certain !

La manifestation a été très tendue, il y a eu des manifestantEs blessés ?

Oui, la manif a été très tendue et d'ailleurs beaucoup de vidéos tournent sur le net. La manifestation a été violemment réprimée par les forces de l'ordre. Une bonne trentaine de camarades ont malheureusement été blessés par des coups de matraque, gaz lacrymogènes, canon à eau, grenades assourdissantes et même explosives. Beaucoup de blessures aux jambes. Un camarade a été grièvement blessé par un tir de LBD à l'arrière de la tête. À ma connaissance, cinq camarades ont été interpellés, j'en profite pour dire que nous exigeons leur libération immédiate sans aucune sanction disciplinaire. Nous resterons vigilants. Les provocations policières dans toutes les manifestations sont insupportables.

Le préfet de police de Paris, Didier Lallement a déploré l'attitude « très agressive » des pompierEs. Quelle est sa réponse ?

Je n'ai pas de réponse particulière, nous ne sommes pas du même côté de la barricade...

Propos recueillis par notre correspondant

COMMUNIQUÉ DE LA CGT-SDIS SUITE À LA MANIFESTATION

La journée de manifestation du 28 janvier s'est conclue par un écrit du ministre de l'Intérieur détaillant ses engagements, et l'annonce de la suspension de la grève de l'intersyndicale au 1^{er} février.

Sur l'augmentation de la prime de feu, une modification du décret passera l'indemnité de feu à 25% dès sa parution, non modulable.

Concernant les retraites, nous sommes toujours opposés au système par points.

Les engagements du gouvernement dans le « système universel » qu'il porte (une distinction des autres métiers par le départ possible à 57 ans, la transposition de la bonification, etc.) ne garantissent pas les mêmes conditions de départ ni le même niveau de pensions qu'aujourd'hui.

Nous continuons à appeler les agents des SDIS à grossir les cortèges interprofessionnels organisés près de chez eux.

La retraite par points c'est toujours non ! Un préavis fédéral court d'ailleurs jusqu'au 29 février.

Les engagements du ministre de l'Intérieur devront se concrétiser, si ce n'était pas le cas, la CGT en tirerait toutes les conclusions qui s'imposent. Nous luttons toujours contre la casse des services publics et les atteintes aux libertés.

Nous continuerons à nous battre localement pour la création d'emplois statutaires pour assurer un service public de qualité, et améliorer la santé et la sécurité des agents.

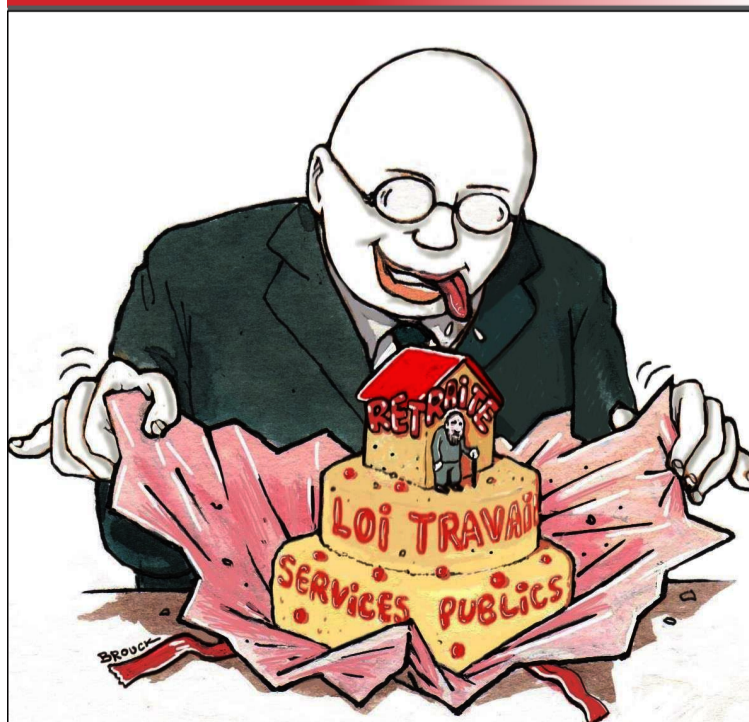
Nous dénonçons l'usage de la force à l'encontre de la tête de manifestation qui était sur le parcours déposé la veille en préfecture.

Nous dénonçons le « nassage » et le « gazage » des manifestants.

La prise de parole de la délégation de retour du ministère de l'Intérieur n'a pas été possible à cause de la consigne d'évacuer la place de la Nation, (donnée avant 17h alors qu'elle nous était allouée jusqu'à 18h), et de l'usage nourri des gaz lacrymogènes.

L'avancée sur la prime de feu ne remet pas en cause le combat sur les retraites. Nous allons réunir nos syndicats dans les plus brefs délais.

L'image de la semaine



Vu ailleurs

POLOGNE: HOMOPHOBIE ÉLECTORALE. L'homophobie bat son plein en Pologne. Depuis le début de l'année 2019, plusieurs dizaines de comtés et de municipalités polonaises se sont déclarées comme des zones « libres de toute idéologie LGBTI ».

Non contraignantes, ces résolutions encouragent les élus « à s'abstenir de toute action visant à encourager la tolérance à l'égard des personnes LGBTI et à ne pas fournir d'aide financière aux ONG qui œuvrent en faveur de l'égalité des droits », déplorait ainsi le Parlement européen en décembre dernier après avoir voté en majorité un texte exhortant les autorités polonaises à révoquer ces résolutions.

Depuis, rien n'a changé, et en Pologne beaucoup s'inquiètent de l'insécurité croissante que vivent les personnes LGBTI. Afin de l'illustrer, plusieurs chercheurs ont mis au point une carte intitulée « l'Atlas de la haine » sur laquelle ils relèvent l'ensemble des municipalités, comtés, districts, villes ayant adopté des résolutions. 88 au total, ainsi que l'explique le militant Jakub Gawron, l'un des co-auteurs de cette carte avec Pawel Preneta, informaticien, et Paulina Pajak, professeure en psychologie, contacté par le HuffPost. [...]

Le parti PiS, ou Droit et justice en français, actuellement au pouvoir, prend régulièrement les personnes LGBTI pour cible pendant les périodes de campagne. Le chef de file de la formation conservatrice Jaroslaw Kaczynski, n'hésitant pas à « dénoncer » dans ses discours ce qu'il considère comme « une menace » pour l'identité polonaise. La prochaine élection présidentielle qui doit se dérouler d'ici l'été n'est pas pour rassurer les militants, et notamment Bartosz Staszewski, photographe et activiste, contacté par le HuffPost. Ce dernier a lancé un projet dans lequel il photographie des personnes LGBTI devant les zones polémiques. « Il y a de la propagande de masse à la télévision nationale polonaise, sur laquelle le gouvernement de droite à la main. Il y a eu une période où il y avait des fake news tous les jours sur nous. Ils ont même produit un court documentaire intitulé "Invasion" sur "le plan secret des LGBT pour détruire le style de vie polonais". Les politiciens sont main dans la main avec l'Église catholique polonaise, ils utilisent le même langage. Nous sommes la "peste", nous sommes "la maladie de l'arc-en-ciel" comme l'a déclaré l'archevêque Jedraszewski, véritable star médiatique de la droite. »

« Les zones « sans idéologie LGBTI » en Pologne s'étendent de manière inquiétante », le HuffPost, 31 janvier 2020.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM			
Tarif standard	Jeunes/chômeurs/précaires		
Hebdo <input type="checkbox"/> 6 mois 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €	<input type="checkbox"/> 1 an 40 €
Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 6 mois 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 €	<input type="checkbox"/> 1 an 76 €
Promotion d'essai		Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo <input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	Hebdo <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org